

L'AFRIQUE DU SUD
et
SON HISTOIRE

LA VOC (Compagnie Unifiée des Indes Orientales, hollandaise)	page 2
A L'OUEST : LES KHOÏSANS	page 3
A L'EST : LES BANTOUS	page 4
LES BOERS	page 4
LES ANGLAIS	page 5
LE GRAND TREK	page 5
L'EMPIRE ZOULOU OU LE MFÉCANE	page 6
1880 : PREMIERE GUERRE DES BOERS	page 7
DÉCOUVERTE DE GISEMENTS DE DIAMANT ET D'OR	page 8
1899-1902 : DEUXIÈME GUERRE DES BOERS	page 8
LA PROLÉTARIANISATION DES NOIRS PAR LES ANGLAIS	page 9
LA RELIGION DES AFRIKANERS	page 11
LA RELIGION DES ANGLAIS	page 12
LA RELIGION DES AFRICAINS	page 13
FRANCIS MELI : <i>UNE HISTOIRE DE L'ANC</i>	page 13
LA PUISSANCE BRITANNIQUE ET LE CAPITALISME EN AFRIQUE DU SUD	page 14
L'ANC, EXPRESSION POLITIQUE DE LA PETITE BOURGEOISIE NOIRE	page 15
UNE CLASSE OUVRIÈRE RACIALEMENT SÉGRÉGUEE À LA NAISSANCE	page 16
LE PARTI TRAVAILLISTE, ENTRE RÉFORMISME ET RÉVOLUTION	page 18
L'ISL, PREMIÈRE ORGANISATION COMMUNISTE INTERNATIONALISTE	page 18
L'ICU, PREMIER SYNDICAT NOIR : NATIONALISME OU SOCIALISME ?	page 20
LE SACP (PARTI COMMUNISTE D'AFRIQUE DU SUD)	page 24
LA BUREAUCRATISATION DE L'URSS ET LE COMMUNISME DÉNATURÉ	page 26
LES LUTTES OUVRIÈRES DES ANNÉES 1940	page 27
L'ÉMERGENCE D'UNE GÉNÉRATION NOUVELLE À LA TÊTE DE L'ANC	page 27
L'INSTAURATION DU RÉGIME DE L'APARTHEID	page 28
LA SÉGRÉGATION TERRITORIALE : TOWNSHIPS, BANTOUSTANS, ETC.	page 29
LA VIE QUOTIDIENNE SOUS L'APARTHEID	page 30
LA CAMPAGNE DE DÉSŒBÉISSANCE CIVILE DE L'ANC	page 31
UN NATIONALISME RACIAL : LE PAN AFRICAN CONGRESS	page 31
LES LUTTES DES ANNÉES 1950-1960	page 32
LA MILITARISATION DE L'ANC, EMBRYON D'UN APPAREIL D'ÉTAT	page 34
L'AZAPO, CONCURRENT INSUPPORTABLE POUR L'ANC	page 37
MANDELA, LA FABRICATION D'UNE ICÔNE	page 39
« RENDRE L'AFRIQUE DU SUD INGOUVERNABLE » (ANC)	page 39
LE SOUTIEN INTERNATIONAL TOURNE LE DOS À L'APARTHEID	page 41
RÉFORMER L'APARTHEID EN SAUVANT LE CAPITALISME	page 42
LES ÉLECTIONS DE 1994	page 43
LA COMMISSION VÉRITÉ RÉCONCILIATION	page 44
LES DIAMANTS NOIRS	page 45
BILAN SOCIAL DE L'ANC	page 46
EXPLOSIONS DE VIOLENCES XÉNOPHOBES	page 47
LA LUTTE DES CLASSES	page 48
APRÈS L'APARTHEID	page 49

Bibliographie	page 51
---------------	---------

Avril 1994 : les premières élections où les Sud-Africains noirs ont le droit de voter portent au pouvoir Nelson Mandela, que le monde entier considère comme le héros de la lutte contre l'apartheid. Ce régime de ségrégation raciale systématique pour les gens vus comme de couleur, séparés en toutes circonstances de ceux dits Blancs, s'achève après cinquante années de domination raciale ouverte : un régime permettant, sous le couvert de séparation des races, une mainmise exclusive des Blancs sur l'ensemble des pouvoirs et des richesses, au prix d'une exploitation et d'une oppression féroce de la majorité noire de la population.

Avant même son existence et son indépendance vis à vis de l'impérialisme anglais, l'Union sud-Africaine - devenue par la suite République Sud-Africaine – avait été un régime raciste et violent à l'égard des populations noires, que les colons occidentaux ont spolié ou réduit en servage/esclavage quatre siècles auparavant.

LA VOC (Compagnie Unifiée des Indes Orientales, hollandaise)

La première implantation occidentale dans cette région date du 17^{ème} siècle. À l'époque, la bourgeoisie naissante est européenne et commerçante. Anvers et Amsterdam sont les deux ports qui supplantent tous les autres et qui ont pris une dimension internationale. Les bourgeois de ces ports doivent leur fortune au commerce des étoffes, du thé, du café et des épices, qu'ils vont chercher par bateaux en Asie pour les revendre à prix d'or en Europe.

Ce commerce nécessite de gros investissements : construire et armer des bateaux, prévoir des escales de ravitaillement, avancer l'argent pour l'achat des produits en Asie, risquer la perte des cargaisons en mer. Les bourgeois, avec l'aide des États royaux, fondent des compagnies, qui sont les premières sociétés par actions faisant appel à des investisseurs privés, donnant ainsi naissance aux bourses de valeur, la première étant celle d'Amsterdam. Ces compagnies deviennent très lucratives puisqu'elles ont le monopole sur les produits qu'elles commercialisent et donc en fixent le prix.

Les Anglais et les Hollandais sont les premiers à fonder ces compagnies de commerce, avec, respectivement, l'East Indian Company en 1600, et la Compagnie Unifiée des Indes orientales (Verenigde Oost-Indische Compagnie ou VOC) deux ans après. Les Français ne sont pas en reste et fondent en 1664 la Compagnie Française des Indes Orientales.

La VOC est la première à s'implanter en Inde (dans le sud-est), à Ceylan et en Indonésie. En 1619, elle fait de Batavia – forêt en malais - (actuelle Djakarta) la capitale de son empire. La VOC est une grande compagnie : en 1700, elle compte 10 000 employés européens. Un siècle plus tard, au moment de sa liquidation, elle en compte 20 000. Elle est dirigée par un directoire de 17 membres représentant les chambres régionales. On les appelle les « *17 messieurs* » ou « *maîtres* ».

Pour permettre à ses bateaux d'arriver à bon port, la VOC a besoin d'établir des escales pour le ravitaillement et le repos des équipages, les réparations ou l'attente de la saison favorable au passage du Cap de Bonne Espérance, frontière géographique à la pointe sud de l'Afrique, entre l'Océan atlantique et l'Océan indien.

C'est ainsi qu'en 1652, une cinquantaine de hollandais s'installe au Cap pour y fonder une petite station de ravitaillement, pour l'usage exclusif des navires de la VOC. Ils établissent des fermes et des enclos à bétail pour produire des denrées fraîches. Aux premiers colons hollandais, s'ajoutent plusieurs centaines d'allemands ruinés par la guerre de 30 ans (1618-1648), et des huguenots français fuyant la révocation de l'édit de Nantes en 1688. Ce sont ces hommes et ces femmes qui forment l'embryon de ce qui deviendra « *la communauté afrikaner* ».

La région est quasi désertique ou du moins semble l'être aux yeux des colons européens. Pourtant deux grands ensembles de populations peuplent la région : à l'Ouest, les sociétés Khoïsans et à l'Est, les populations bantoues.

A L'OUEST : LES KHOÏSANS

A l'ouest, les sociétés Khoïsans, vivant sur des terres arides, hommes à la peau brune ou jaune, semi-nomades, pratiquant l'élevage pour les uns, la chasse et la cueillette pour les autres. Les Européens les nomment Hottentots, du nom d'un sobriquet donné par les marins à partir d'une formule tirée des chants de bienvenue des habitants qui les accueillaient sur les côtes. Eux-mêmes se nomment Khoïkhoï, qui signifie « *les hommes parmi les hommes* » ou « *les vrais hommes* ». Ces sociétés ont disparu durant le 18^{ème} siècle, les survivants étant réduits en servage au 19^{ème} siècle, prolétarisés au 20^{ème} siècle, et classés dans la catégorie « *coloured* » avec les « *baastards* » (métis), les Chinois, les Indiens, bref, tous ceux dont la peau n'est ni blanche, ni noire... Le mot « *hottentot* » et son diminutif afrikaan « *hotnot* » seront couramment employés comme insulte au temps de l'apartheid.

Parmi les Hottentots, les Bushmen, popularisés par le film « *Les Dieux sont tombés sur la tête* », sont les rescapés de cette histoire, en trouvant refuge dans le désert du Kalahari, entre Botswana et Namibie. Le mot bushmen est lui-même un terme péjoratif issu du néerlandais « *Bosmanneken* » qui signifie « *petit homme des bois* » et qui donnera « *Bosjesmans* » en afrikaan. Les bushmen se nomment eux-mêmes « *!Kung* » en Namibie et « *Basarwe* » au Botswana. Les Hottentots – éleveurs - les nomment « *San* », terme péjoratif aussi, puisqu'il désigne tous ceux qui vivent de prédation, chasseurs-cueilleurs comme bandits.

Quoiqu'il en soit, Hottentots et Bushmen sont considérés comme étant le degré le plus bas de l'espèce humaine, presque des animaux, évidemment inférieurs. Au 19^{ème} siècle, les savants européens étudient et entreprennent de classer les races en inférieures et supérieures, de façon à justifier la colonisation du monde par leurs États et la mission civilisatrice dévolue aux missionnaires.

Ainsi, en 1810, une femme khoesan, Sarah Baartman, celle qu'on va surnommer la Vénus Hottentote, née esclave dans un kraal (une ferme d'éleveur de bétail) est emmenée en Angleterre, en Hollande et en France, où elle est prostituée et exhibée nue, dans les foires. Elle devient ensuite objet d'étude : Etienne Geoffroy Saint-Hilaire, professeur de zoologie au Museum d'histoire naturelle, compare son visage à celui d'un orang outang et ses fesses à celles des singes mandrills. Elle meurt à Paris, misérable et alcoolique, et son corps est disséqué par le célèbre zoologiste et spécialiste en anatomie Georges Cuvier, qui ne manque pas de réaliser un moulage complet du corps, de prélever son squelette, son cerveau et ses organes génitaux pour les conserver dans du formol. Le plâtre et le squelette ont d'ailleurs été

exposés au Musée de l'homme jusqu'en 1974. Cuvier et ses congénères débattirent âprement pour savoir si la Vénus hottentote était un spécimen hottentot ou bushmen. Car, à ses yeux, bushmen et hottentots étaient deux races différentes, qu'il convenait de distinguer par des traits anatomiques et morphologiques différenciés. Il fallut attendre 2002 pour que la dépouille de Sarah Baartman soit restituée aux siens (une loi spéciale fut votée pour ce faire) afin qu'elle soit incinérée suivant la coutume de son peuple et retrouve sa dignité.

A L'EST : LES BANTOUS

À l'Est, les sociétés bantouphones, bénéficiant d'un climat tempéré ou tropical, pratiquent l'agriculture. Ceux-là, les européens les nomment « *Cafres* », mot d'origine arabe (kafir) signifiant « *infidèle* », « *mécréant* » et qui a donné en français le mot « *cafard* ». Les musulmans d'Afrique de l'Est, présents depuis le Moyen Âge sur la côte Est de la Somalie jusqu'au Mozambique, où ils avaient fondé des comptoirs, s'en servaient pour désigner les populations africaines situées à l'intérieur des terres. Ces populations, noires de peau, sont diverses : Sothos, Xhosas, Tswanas, Ngounis, Tsongas, Pedis. Le mot « *cafre* » est resté couramment employé comme insulte. Eux-mêmes se nomment « *bantou* » qui signifie « *hommes* ».

L'expansion de la colonisation européenne dans la région donnera lieu à pas moins de huit « *guerres frontalières* », qu'elles soient bushman (1770), hottentotes (de 1659 à la fin du 18^{ème} siècle) ou cafres (de 1779 à 1879). Nous y reviendrons.

LES BOERS

L'année 1657 marque le début de cette expansion avec l'installation de fermiers libres autour de la colonie dans un rayon de quelques kilomètres. Ces fermiers sont des employés de la VOC arrivés au terme de leur contrat. La Compagnie les autorise à prendre des terres gratuitement, qu'ils cultivent ou sur lesquelles ils font paître leurs troupeaux. En échange, ils lui vendent leurs productions à des prix fixés par cette dernière. Ils sont donc dépendants. C'est elle aussi qui leur fournit des munitions pour se défendre ou attaquer les populations indigènes. Leur statut est celui de « *vrijburghers* », c'est à dire francs-bourgeois.

A partir de 1717, le mouvement s'accélère. La Compagnie cesse de donner la terre gratuitement, contraignant les fermiers à s'enfoncer plus avant dans le pays pour s'en approprier. Ces fermiers sont des « *trekboers* », fermiers itinérants, qui se déplacent en chariots, tirés par des bœufs. Ils forment des « *kommandos* », milice placée sous le commandement d'agents de la VOC. Ils volent les terres et les troupeaux des indigènes, tuent les hommes, enlèvent les femmes et les enfants pour en faire une main d'œuvre servile. C'est ainsi que disparaissent les Khoesans de l'intérieur. En 1774, le « *kommando général* », mis sur pieds par les autorités du Cap, composé de 250 hommes, massacre plusieurs milliers de personnes.

Le temps passant, les intérêts privés des vrijburghers diffèrent de ceux des colons du Cap. Ils se retrouvent en butte à une administration soumise aux objectifs des actionnaires de la VOC, qu'ils perçoivent comme hostile à leurs intérêts. Au fur et à mesure de leur avancée dans le pays, l'administration du Cap annexe les territoires qu'ils conquièrent, les obligeant à aller toujours plus loin. Ils voient aussi d'un mauvais œil les administrateurs du Cap s'enrichir

grâce aux profits considérables que leur confère leur situation. Ainsi, en 1707, ils obtiennent la destitution d'un gouverneur, après avoir été jusqu'en Hollande porter l'affaire devant les 17 Messieurs. Ou encore, en 1738-1739, Estienne Barbier, un colon français soulève une poignée de fermiers contre la colonie, avant d'être pris et exécuté.

LES ANGLAIS

La banqueroute de la VOC et l'occupation des Pays-Bas par l'armée napoléonienne vont servir de prétexte à la Grande Bretagne pour occuper la colonie du Cap. Rendue un moment aux Pays-Bas en 1803, elle est reprise trois ans plus tard et formellement annexée en 1814. L'implantation coloniale anglaise proprement dite commence à partir de 1820 dans la colonie du Cap. Ils établissent ensuite un avant-poste commercial à Port Natal, dans le natal, qu'ils rebaptisent Durban.

Au lieu de la domination brutale afrikaner, les Anglais établissent d'autres rapports de domination, ceux d'un empire impérialiste à l'égard de sa colonie : un ordre économique et moral, basé sur la liberté du marché, du travail, et celle d'entreprendre. Ils remplacent les formes archaïques de la servitude (de type esclavagiste ou féodal) par des rapports de domination basés sur la richesse, la supériorité militaire, l'argent et l'inégalité sociale. Rapports de domination bourgeois qui se révèlent bien supérieurs – voir progressistes - par rapport à ceux des Afrikaners.

Les Anglais abolissent la traite négrière en 1807 et l'esclavage en 1833. Ils nouent des relations commerciales avec les Africains. Ils établissent des règlements coloniaux qui interdisent explicitement l'asservissement de ces derniers et obligent les boers à remplir un certain nombre d'obligations concernant l'habillement, la nourriture et le temps de travail de leurs serviteurs. A la demande de lord Liverpool, ministre des colonies, des tribunaux ambulants sillonnent le pays pour recueillir les plaintes des Hottentots à l'égard de leurs maîtres boers. Ils châtient les actes de cruauté.

Ainsi en 1815, ils condamnent par contumace Cornelius Frederik Bezuidenhout, coupable de retenue sur salaire et de mauvais traitements sur un serviteur. Cette décision provoquant une insurrection, un détachement militaire anglais est envoyé pour rétablir l'ordre et pendre les responsables. En 1828, une loi accorde « *aux Hottentots et autres personnes libres de couleur* » des droits égaux à ceux des colons, notamment pour l'accès à la propriété du sol, de la liberté de circulation et du droit du travail. Même si cette loi reste en grande partie lettre morte, elle place juridiquement les Afrikaners sur un pied d'égalité avec leurs esclaves.

LE GRAND TREK

Les Afrikaners se sentent socialement infériorisés, soumis à une administration dont ils ne comprennent pas la langue, l'anglais étant devenu obligatoire en 1828 dans l'administration, les écoles et les églises. Ils se retrouvent aussi en concurrence directe avec des fermiers anglais qui ont un accès plus facile à la propriété foncière. Ils nourrissent un profond ressentiment à l'égard de l'administration anglaise. Ressentiment à l'origine d'un mouvement de migration qui débute en 1834, jusqu'en 1839.

Une quinzaine de milliers d’Afrikaners (soit 10% de colonie) vendent leurs fermes et partent avec leurs chariots, bétail, famille, serviteurs noirs et métis, au-delà des frontières de la colonie, en direction de la Transorangie, du Natal et du Transvaal. C’est le grand « *Treck* », et ces afrikaners sont nommés « *voortrekkers* », c’est-à-dire pionniers. L’historiographie afrikaner a donné à cet épisode une dimension quasiment mythique, voire messianique, celle d’un exode du peuple élu fuyant la tyrannie. Alors qu’il s’agit plutôt de départs dispersés, discontinus, par centaines de personnes, en différents points de la colonie. Leurs chefs, célébrés comme des héros, sont Andries Hendrik Potgieter, Piet Uys, Piet Retief.

Les voortrekkers annexent de nouveaux territoires, fondent des républiques qu’ils proclament « *libres* », dotées d’institutions communes et de lois pour certaines. Ainsi au Natal avec la république de Natalia. Ainsi, l’Oranjevrijstaat (l’Etat libre d’Orange). Et encore la Zuid-Afrikaansche Republiek au Transvaal. Ou alors ils vivent en communauté, sous l’autorité d’un seul homme, le patriarche, véritable autocrate. Ainsi la république d’Ohrigstad dirigée par Hendrik Potgieter.

L’attitude de l’administration anglaise est ambivalente, voire contradictoire, face à ces pouvoirs locaux en rupture avec l’Empire. Si sa présence au Cap est réelle, elle n’a fait que planter un drapeau dans le reste de la région, et n’a donc, pour le moment, pas toujours les moyens de tout contrôler.

En 1842, les Anglais annexent formellement la République du Natal. En 1848, ils proclament leur souveraineté sur les territoires compris entre l’Orange et le Vaal. Mais, incapables d’entreprendre la colonisation effective et d’administrer ces nouvelles possessions, ils finissent par concéder l’indépendance du Transvaal en 1852, et celle de l’Etat libre d’Orange en 1854.

L’EMPIRE ZOULOU OU LE MFÉCANE

À cette période, au Natal, les sociétés africaines sont en pleine mutation. Il semble même que l’on soit en train d’assister à la mise en place d’un appareil d’État. Plusieurs tribus bantous ngounis se regroupent sous l’autorité d’un chef : Chaka. Celui-ci nomme sa communauté : « *Zoulous* » (qui veut dire « *le ciel* » en ngounis). En l’espace de douze ans, Chaka, chef militaire et politique, construit un vaste empire par la violence et par la guerre : une société féodale qui écrase les anciennes formes sociales traditionnelles fondées sur l’autorité des chefs de famille et de lignage, relativement égalitaires. C’est le « *Mfécane* », ou « *grand écrasement* ».

A la tête d’une armée de 100 000 hommes, Chaka part à la conquête des territoires voisins. Sans pitié, il fait tuer tous les bébés et les vieillards des tribus vaincues. Il enrôle leurs hommes dans son armée (500 000), unit leurs femmes à ses vassaux ou ses clients qui lui fournissent du bétail en échange. Il impose la langue zouloue à tous ses sujets. S’appuyant sur les membres de son lignage et sur les « *indunas* », ses chefs militaires, il construit un État centralisé, qui lui permet d’accumuler et de contrôler la circulation de richesses que sont le bétail et les terres. Toutes les populations de l’Est de l’Afrique Australe sont ébranlées par le Mfécane car, elles sont soit détruites, soit intégrées à l’Empire zoulou, soit en fuite, le tout provoquant l’exode d’autres tribus par effet de dominos. Chaka meurt assassiné par son demi-frère, Dingane. Mais sa mort n’arrête pas la progression zouloue. Trois de ses généraux

continuent la conquête de l'Afrique australe avec autant de brutalité que lui. Le Mfecane aurait causé la mort d'un million de personnes.

Les voor-trekkers se retrouvent eux aussi face à cette expansion des Zoulous. En 1837, Pieter Retief et son commando se font massacrer, en traître, par Dingane. Les Zoulous partent ensuite tuer tout le reste du convoi. En représailles, Andries Pretorius conduit une expédition pour venger leur mort. La colonne qu'il conduit s'arrête aux bords de la rivière Ncome et dispose les chariots en forme de cercle (« *lager* »). Le 16 décembre 1838, les Zoulous attaquent. La bataille se solde par 3000 morts zoulous et aucun du côté afrikaner. Cette bataille, commémorée tous les ans du temps de l'apartheid, est restée sous le nom de « *Bloedriver* » (la rivière de sang). Aujourd'hui, le 16 décembre donne toujours lieu à des célébrations : mais depuis l'avènement de la « *nation arc-en-ciel* », elle est devenue « *jour de réconciliation* » ... Les boers de l'Etat libre d'Orange sont aussi en première ligne face au royaume sotho avec lequel ils sont en guerre quasi permanente de 1858 à 1867.

Cependant, les Anglais poursuivent la colonisation de l'Afrique australe. Ils veulent bâtir un Empire qui s'étende du Caire jusqu'au Cap. Et ils sont en concurrence avec les autres pays européens sur tout le continent, avec les Français qu'ils vont rencontrer au Soudan, avec les Portugais et les Allemands dans l'Afrique australe (Angola et Mozambique pour les premiers, Sud-Ouest africain pour les seconds). Jusqu'alors, les Anglais ont composé avec les Africains et les Boers, passant des alliances avec les uns au détriment des autres, laissant les Boers s'aventurer toujours plus au nord, toujours plus à l'ouest, pour annexer ensuite les territoires qu'ils ont conquis. Ils ont finalement recours à une guerre sans merci contre les peuples bantous.

Ce sont eux qui mènent les 6^{ème} (1834-1835), 7^{ème} (1846-1847) et 8^{ème} (1850-1853) guerres cafres contre les Xhosas, la région prenant d'ailleurs le nom de Cafrerie britannique avant d'être absorbée par la colonie du Cap en 1866. En 1879, ils défont les Zoulous avec un corps expéditionnaire de 20 000 hommes, dans des combats particulièrement sanglants.

1880 : PREMIÈRE GUERRE DES BOERS

D'abord passifs devant la victoire des Anglais sur les Zoulous, les Boers, les fermiers d'origine hollandaise, se soulèvent contre eux en 1880. C'est que depuis les années 1870, émerge une forme de conscience nationale des Boers. Elle prend un aspect religieux : l'idée d'un peuple élu accomplissant sa destinée dans l'histoire. L'historiographie afrikaner présente le boer comme étant le fermier partant à la conquête de nouveaux territoires, une bible dans une main, un fusil dans l'autre. Elle prend aussi une forme politique avec la création d'un parti qui représentent les propriétaires afrikaners au parlement du Cap, dominé par les intérêts des colons britanniques : « *l'Afrikaner Bond* » (la ligue afrikaner), dirigée par Jan Hendrik Hofmeyr, dit « *onze Jan* » (« *notre Jean* »), ce qui permet aux Afrikaners de peser politiquement et de faire reconnaître leur langue.

Au Transvaal, sous le commandement de plusieurs chefs de la communauté, Krüger, Joubert et Pretorius, les boers se soulèvent et mettent en déroute les troupes britanniques sur tous les fronts, notamment à Majuba-Hill fin 1881. L'Angleterre cède alors l'indépendance du Transvaal. Mais la découverte de diamants puis d'or quelques années plus tard remet tout en question.

DÉCOUVERTE DE GISEMENTS DE DIAMANT ET D'OR

La découverte de diamants en 1867 dans la rivière de Vaal (à 900 km au nord-est du Cap) ne fait que renforcer l'impérialisme britannique dans sa volonté de maîtrise de la région. En 1886 ce sont des gisements d'or qui sont découverts au sud de Pretoria. Ce qui entraîne l'annexion du Transvaal et le l'État Libre d'Orange.

Les « *diamonds field* » du Vaal se révèlent être le plus important gisement du monde. 50 000 personnes (blancs et africains) viennent prospector les quatre mines de la région : Kimberley (qui doit son nom à Lord Kimberley, ministre des colonies), de Beers (du nom des Afrikaners qui vendirent leurs fermes), Dutoitspan et Bultfontein (nom des fermes).

Le capitalisme anglais et européen investit dans la prospection et l'exploitation des mines d'or et de diamant, accélérant la concentration du capital. Des hommes s'enrichissent rapidement tel Cecil Rhodes, qui bâtit un empire en achetant toujours plus de concessions. À partir de 1885, toutes les mines de diamants de la région de Kimberley lui appartiennent, à quelques exceptions près. En mars 1888, il fonde l'entreprise De Beers Consolidated Mines qui contrôle 90 % de la production mondiale de diamants. Il investit aussi dans le pétrole, la production viticole. En 1889, il obtient pour le compte de son entreprise la British South Africa Company (BSAC), un mince couloir destiné au prolongement du chemin de fer de Kimberley au-delà du fleuve Limpopo (actuel Zimbabwe et Zambie), au nord du Transvaal.

En 1891, Cecil Rhodes rachète, pour le compte de la BSAC, au nord et au sud du Zambèze, une concession pour un siècle à un homme d'affaires allemand, avec droit de commercer, de frapper la monnaie, de fonder des fermes, des villes, des banques, et de lever des impôts, en clair de fonder un Etat. Cette concession, l'homme d'affaire allemand l'avait obtenue du roi africain de la région, qui ne voit pas d'un bon œil passer l'affaire à la BSAC. La guerre éclate. En 1893, les colons et les troupes de la BSAC remportent la victoire et se partagent les terres qui deviennent Rhodésie du Nord et Rhodésie du Sud, officiellement reconnues par la Grande Bretagne en 1895.

Cecil Rhodes est un aventurier sans scrupules qui allie intérêts personnel et grandeur de l'Empire. C'est un partisan de l'annexion du Bechouanaland (actuel Bostwana – pays des Twanas -), réalisée en 1885, avec pour objectif d'empêcher les fermiers boers du Transvaal de faire la jonction avec le Sud-Ouest Africain, colonie allemande. Tout en combattant l'expansion boer, il sait aussi composer avec elle. Ainsi, en 1890, devenu Premier ministre du Cap, il fait alliance avec le Bond de Jan Hendrick Hofmeyr. Hofmeyr laisse les mains libres à Cecil Rhodes pour réaliser ses desseins impérialistes en échange du développement de l'agriculture afrikaner et d'un renforcement de la ségrégation entre Africains blancs et Africains noirs.

1899-1902 : DEUXIÈME GUERRE DES BOERS

Vers 1895, la conquête et la consolidation de la colonie sud-africaine pour le compte du Royaume Uni sont achevées. Si Cecil Rhodes considère la supériorité morale de la « *race britannique* », supériorité qui rend légitime la domination anglaise sur tout le Sud Africain, il n'en est pas de même pour des dirigeants boers comme Paul Kruger, président du Transvaal, Johannes Brand, président de l'Etat libre, et de Francis William Reitz, qui lui succède. Au Transvaal, le gouvernement refuse le droit à la BASC de Rhodes de traverser la République

pour aller plus au nord. Il dénie aux Anglais récemment installés dans les centres industriels tout droit de citoyenneté, et ils sont nommés les « *Uitlanders* », qui veut dire étrangers. Cette question des *Uitlanders* envenime les relations entre Anglais et Boers.

Le conflit éclate ouvertement en 1899 : les Boers se soulèvent une seconde fois contre les Anglais. C'est la 2^{ème} guerre des Boers. Les Anglais engagent 250 000 hommes contre 60 000 côté Boers (la population du Transvaal et de l'Etat libre compte 200 000 personnes). Les Boers, dirigés par des chefs militaires tels Jan Smuts, Louis Botha, mènent des actions de guérilla avec leurs kommandos. Lord Kitchener, ancien gouverneur général du Soudan, entreprend la reconquête intérieure par une politique systématique de terre brûlée, dans le but de saper le soutien populaire dont bénéficient les kommandos : 30 000 exploitations sont détruites, les maisons rasées. Les voies de chemins de fer sont protégées par des boucliers humains : des wagons remplis de civils sont placés devant les convois.

L'armée anglaise assiège et enlève les villes les unes après les autres : Kimberley, Ladysmith, Mafeking, Bloemfontein, Johannesburg, Pretoria. Elle établit une cinquantaine de camps d'internements pour enfermer les civils, et déporte 25 000 prisonniers à Sainte Hélène, en Inde, à Ceylan, aux Bermudes. L'historiographie afrikaner a fait de ces camps, des camps de concentration, où les Boers ont été déportés, et où 26 000 Boers sont morts de faim et de maladie, essentiellement des femmes et des enfants, près de 13% de la population totale boer. Elle laisse entendre qu'il y a eu une volonté d'extermination de la part des Anglais. Mais ce sont plutôt les conditions sanitaires déplorables et l'indifférence de l'administration militaire des camps qui expliquent cette hécatombe.

La population noire, déplacée par les ravages de la guerre, fut aussi enfermée dans des camps. Il y eu probablement autant de morts noirs que de morts blancs. Mais cette guerre fut d'abord et avant tout une guerre de Blancs avec des victimes blanches. Il fallut la fin de l'Apartheid pour redécouvrir les fosses communes des camps noirs en périphérie des villes, et retrouver leur histoire oubliée. Certaines populations noires, tel les Rolong, un clan Tsana, prirent part au conflit du côté des anglais, avec la promesse de se voir attribuer des terres, et d'obtenir la liberté et l'égalité dans la future société blanche. Promesse non tenue bien évidemment. Il est vrai que la guerre des blancs se termina par une paix de Blancs, en 1902, sur le dos des Noirs. Les deux républiques sont annexées respectivement comme Orange River Colony et Transvaal Colony.

LA PROLÉTARIANISATION DES NOIRS PAR LES ANGLAIS

Si l'impérialisme anglais a combattu les anciennes formes de domination pour les remplacer par les siennes, supérieures, il n'en est pas moins l'organisateur d'une société de classes, qui façonne les rapports sociaux suivant les rapports de propriété des moyens de production, et maintient les rapports de force entre les différentes couches et classes sociales. Même si la 2^{ème} guerre des Boers fut une guerre totale, il n'en reste pas moins que ceux-ci avaient leur place dans la colonie anglaise.

C'est le Parlement anglais qui vote le « *Masters and servants act* » qui officialise le contrat oral entre employeurs (généralement blancs) et employés (généralement noirs), et qualifie de crime la rupture du contrat. En 1828, ce sont les Anglais qui sont à l'origine d'une loi autorisant le recours à des travailleurs africains sous contrat de courte durée, en instituant pour ces derniers un système de laissez-passer. Les Anglais, pas les Afrikaners. Système de

pass qui, dans l'Afrique du Sud du 20^{ème} siècle, symbolisera à lui seul l'Apartheid, les Noirs africains se sentant traités comme des étrangers dans leur propre pays. Ce sont les Anglais qui, au tout début de leur présence au Cap, interdisent le vagabondage, et mettent en place des réserves, destinées à fournir une main d'œuvre toujours plus nombreuse et bon marché aux fermiers et industriels. Réserves dont le nombre augmente au fur et à mesure des guerres contre les sociétés africaines, de leur résistance et de leurs révoltes. Tandis que ces sociétés africaines sont systématiquement spoliées, repoussées vers des territoires plus arides.

Ce sont les Anglais qui mettent en place une administration propre aux réserves en s'appuyant tantôt sur des chefs traditionnels, s'ils leur sont soumis, tantôt sur d'autres chefs qu'ils instituent si les chefs traditionnels défient l'autorité anglaise. La réserve devient un agrégat de populations diverses, où les liens de la communauté villageoise, d'unité, de solidarité, d'identité finissent par se dissoudre complètement. Là encore, les Afrikaners n'ont rien inventé avec les townships.

En 1853, certes, les Anglais accordent le droit de vote indifféremment aux hommes blancs ou noirs. Mais il faut percevoir un revenu supérieur à 50 livres par an ou occuper une terre évaluée à plus de 25 livres, conditions qui écartent du droit de vote la plupart des Noirs africains.

À la fin du 19^{ème} siècle, il existe ainsi une petite bourgeoisie noire : des dizaines de milliers de fermiers africains travaillent la terre des blancs. Il y a aussi des agriculteurs africains indépendants qui produisent et commercialisent maïs, sucre, coton, laine. Au Ciskeï et au Transkeï, ils produisent et vendent de la viande de mouton, de la laine, des céréales, des fruits et des légumes. Les Mfengus produisent du tabac, du lait et de la viande. Au Bechuanaland, les Tswanas se spécialisent dans le transport par chariot de denrées alimentaires vers les Diamonds Fields.

Dans les villes, les missions chrétiennes ont formé des instituteurs, des commerçants, des journalistes et des ecclésiastiques noirs. Ainsi Tiyo Soga, traducteur des évangiles en xhosa. Ainsi Solomon Tshekisho PLaatje (« Sol » Plaatje), fondateur de « *Tsala ea Batho* » (« *l'Ami du peuple* »), journal en anglais et en tswana, traducteur de Shakespeare, écrivain. Il sera aussi le premier secrétaire général du South African Native National Congress, ancêtre de l'ANC.

L'essor de cette petite bourgeoisie noire et son enrichissement lui permettent d'accéder au droit de vote. Mais le gouvernement britannique n'a de cesse de restreindre l'accès aux droits politiques par différents moyens. En 1892, Cecil Rhodes, Premier ministre, fait voter la « *Franchise and Ballot Act* », faisant passer de 25 à 75 livres la valeur de la terre occupée pour accéder au droit de vote. En 1895, il fait voter le « *Glen Grey Act* », encourageant les Africains à acquérir la terre, mais privant en fait de droits politiques tous ceux qui exploitent des terres en commun.

D'autres lois ont pour conséquence d'expulser les fermiers noirs des campagnes. De 1880 à 1892, le gouvernement soumet les communautés villageoises à l'impôt, provoquant leur insolvabilité et leur migration vers les villes. Concentrés dans les réserves, ces prolétaires fournissent une main d'œuvre bon marché, et vont se faire embaucher dans les mines et dans les chemins de fer. En 1872, Pedis, Sothos, Tswanas sont déjà une trentaine de milliers à travailler dans les mines de Kimberley. Tandis que la mécanisation et les investissements

importants que requière l'exploitation des mines, pour creuser de plus en plus profond, concentre la propriété aux mains des capitalistes européens.

Parallèlement, des milliers de migrants venant d'Angleterre (des « *Uitlanders* », donc), viennent eux aussi se faire embaucher dans les mines. Ces prolétaires blancs, soumis comme les prolétaires noirs au système des pass, aux fouilles à corps, s'organisent pour la défense collective de leurs droits, recourent à la grève contre des pratiques qu'ils estiment humiliantes.

Sans même qu'il y ait besoin d'une législation écrite raciste, la pratique mise en œuvre par les Blancs qui ont déjà le pouvoir commence à instaurer, de fait, une organisation raciale du travail, avec une aristocratie ouvrière blanche et une masse ouvrière noire. Les ouvriers noirs sont confinés à des tâches non qualifiées, au fond de la mine, tandis que les ouvriers blancs occupent les postes d'encadrement et de travail qualifié (conduite de machine), se rapprochant de plus en plus de la surface. En 1880, dans la zone aurifère du Rand autour de Johannesburg, les ouvriers blancs sont logés en ville dans des pensions, tandis que les ouvriers noirs sont logés dans des baraquements à proximité de la mine.

Ainsi, la naissance même de la classe ouvrière en Afrique du Sud s'opère sous la marque de la race. C'est évidemment un handicap pour la lutte d'émancipation. En identifiant exploitation et séparation raciale, elle masque le caractère général du capitalisme, qui sait, quand il le faut, se passer du racisme.

LA RELIGION DES AFRIKANERS

La religion des Afrikaners est le calvinisme (église hollandaise réformée). Ils sont fiers d'être les descendants des boers, qui ont conquis le pays « *une bible dans une main et le fusil dans l'autre* », qui sont le « *peuple élu* », « *chrétiens en terre de Canaan* », ennemis de « *la créature* » (« *skepsel* »), l'Africain. Mais ils ont aussi en face d'eux l'Anglais, qui les a contraints à fuir leur tyrannie lors du grand trek. Boers, ils ont passé un pacte avec Dieu lors de la bataille de Bloedriver (« *la rivière de sang* ») en 1838, qui opposa 500 boers à une armée de plusieurs milliers de Zoulous, et qui se solda par 3000 morts côté Zoulous et aucun du côté Boers. Bataille qui sera célébrée jusqu'en 1980 comme « *jour de l'alliance* », les hommes de Pretorius, chef du « *wenkommendo* » (« *commando de la victoire* ») s'étant, quelques jours avant la bataille, remis à Dieu, formant le vœu de lui consacrer d'ériger une église en guise d'action de grâce. Bataille enfin qui restera célébrée, une fois l'apartheid réformé, mais comme « *jour de réconciliation* ».

Dans son livre *Mon cœur de traître*, Rian Malan explique qu'au temps des Boers « *le mode de relation entre maîtres et serviteurs, ou chrétiens et païens, s'inspirait des passages des plus austères et les plus implacables de l'Ancien Testament* ». Par exemple, « *les enfants nés des amours d'une esclave et d'un chrétien devaient être baptisés, éduqués et, finalement affranchis* ». Ces enfants étaient des « *baastards* ». Au 19^{ème} siècle, nombre de ces Baastards se regroupent, formant une communauté, et partent pour fonder leur propre république à la façon des boers et de leur trek. La « *République des baastards* » devient Griqualand au temps des Anglais, qui la déclarent indépendante pour faire pièce aux républiques boers, et l'annexent plus tard, après la découverte des gisements de diamants à Kimberley.

Si la religion des Afrikaners est celle d'un peuple élu, celle des Anglais se veut universelle et civilisatrice.

Fondée en 1795, la « *London Missionary society* », d'obédience protestante, est l'une des nombreuses sociétés européennes qui se donne pour objectif d'évangéliser et de civiliser les populations africaines, asiatiques ou sud américaine en « *état de sauvagerie* ». En Afrique du Sud, les missionnaires anglais recueillent les témoignages des Africains sur la brutalité des boers à leur égard, les portent en Angleterre et mobilisent l'opinion philanthropique, jusqu'à l'adoption de l'ordonnance 50 de David Livingstone en 1828, par le Parlement anglais.

Un de ses membres les plus éminent est David Livingston (1813-1873), véritable héros de la société victorienne. C'est l'un de ces hommes, nombreux, qui ont bâti l'Empire britannique. Officiers, administrateurs, explorateurs, missionnaires, aventuriers, géographes, ils partent, souvent de leur propre initiative, découvrir terres et peuples lointains. Ils cartographient, recensent les ressources minérales et agricoles exploitables, décrivent les peuples autochtones, leurs mœurs, religions, sociétés. Cela donne lieu à leur retour à de nombreux récits de voyages richement illustrés.

Parti en 1848, David Livingston, missionnaire ambitieux, est le premier européen à découvrir le lac Ngami dans le nord du Botswana, les chutes du Zambèze qu'il nomme chutes Victoria, en l'honneur de la souveraine britannique. Il est aussi le premier européen à traverser l'Afrique australe d'Est en Ouest, de Luanda en Angola au lac Tanganyika en Tanzanie. Il se fait le chantre de la théorie des trois C : christianisation, commerce et civilisation.

Par "commerce", il faut entendre « commerce légitime » en opposition au « commerce infâme », celui de l'esclavage, des sociétés africaines ou musulmanes. Il s'en prend aussi violemment aux boers. Ce commerce légitime est celui du « libre échange » qui permet au capitalisme anglais d'exploiter les ressources minérales et agricoles des pays dominés comme source de matières premières qu'il importe, qu'il transforme dans ses usines, puis qu'il exporte dans ces mêmes pays sous forme de produits industriels. Ce « libre échange » n'est ni un échange, ni libre. Il saigne à blanc les ressources des pays qu'il domine, ruine tout développement économique interne et assure des profits faramineux aux capitalistes anglais.

Et par "civilisation", il faut entendre colonisation, conquête de pays et de territoires pour en prendre le contrôle politique et économique, y imposer ses mœurs, ses valeurs, sa morale tout en exploitant sans vergogne les peuples colonisés.

Les missionnaires calvinistes anglais, les missionnaires luthériens allemands, les missionnaires presbytériens écossais, les missionnaires catholiques irlandais ou français, font des bantous et des Khoïkhoïs des chrétiens parmi les chrétiens, leur apprenant les Saintes écritures. Cela signifie pour ces missionnaires apprendre les langues locales, les transcrire, les traduire, pour ensuite traduire les Saintes écritures dans ces langues et les transmettre en tswana, sotho, xhosa, zoulou, etc. aux populations africaines, tout en leur apprenant à parler, à lire et à écrire la langue chrétienne, c'est à dire l'anglais, le français, l'allemand ou le portugais, suivant la colonie où l'on se trouve. Les missionnaires forment ainsi des africains christianisés devenant pasteurs, instituteurs, journalistes, partant faire leurs études en Europe ou aux Etats-Unis.

LA RELIGION DES AFRICAINS

Ces Africains colonisés, païens avant la colonisation, vont tous devenir chrétiens au 20^{ème} siècle, appartenant à différentes églises, protestantes pour la plupart, proches de l'Eglise anglicane. La plus importante est l'Église chrétienne sioniste qui regroupe 3 millions d'adhérents.

Si certains pasteurs prêchent l'amour, la fraternité, la soumission à la volonté divine et le salut dans la vie éternelle, d'autres prendront une part active à la lutte contre le régime de l'apartheid. En 1960, après des décennies de luttes de la population noire et de répression féroce de l'État sud-africain, après le massacre de Sharpeville, après l'interdiction de l'ANC et l'instauration de l'état d'urgence, un Conseil Mondial des Églises (WCC) se tient à Johannesburg pour étudier la dégradation de la situation dans le pays, et en arrive à cette conclusion :

« L'Église en tant que corps du christ ne fut pas annihilée, mais sanctifiée en tant qu'unité au sein de la diversité naturelle des hommes ; des croyants ne sauraient être exclus d'une église sur des bases de race et de couleur ; aucun texte des Écritures n'interdit les mariages mixtes ; le travail migrant détruit la vie familiale (...) les salaires des millions de non blancs sont au-dessous du seuil de pauvreté ; les hommes ont droit d'être propriétaires de leur terre là où ils habitent et de participer au gouvernement de leur pays ».

Les Églises chrétiennes anglophones se rencontrent à la suite de ce Conseil Mondial pour analyser « *les implications du royaume de Dieu* » pour les gens d'Afrique du Sud et convoquent une réunion à Johannesburg en 1963, afin d'envisager l'organisation d'un ensemble œcuménique : l'Institut Chrétien d'Afrique du Sud (SACC), représentant 13 millions de fidèles (dont 80% de Noirs). Après le massacre des écoliers de Soweto en 1976, un homme comme l'évêque Desmond Tutu fait de la lutte contre la brutalité policière son combat. Il devient d'ailleurs secrétaire du SACC. Il recevra le prix Nobel de la paix en 1984. En 1978, l'Église réformée hollandaise, dont les fidèles sont afrikaners, rompt avec le SACC.

FRANCIS MELI : *UNE HISTOIRE DE L'ANC*

Pour donner vie à l'histoire politique contemporaine de l'Afrique du Sud, nous utiliserons largement l'ouvrage de Francis Meli, *Une histoire de l'ANC*. Cet ouvrage décrit humainement, socialement et politiquement la genèse de l'évolution politique des classes sociales en Afrique du Sud, de leurs aspirations, de leurs expressions idéologiques et organisationnelles. L'auteur y décrit les luttes du peuple sud-africain, avec une boussole de classe. Lui-même a été militant de l'ANC, dont une des composantes a été le PC. À partir des années 30 et la victoire de la bureaucratie stalinienne sur la révolution russe de 1917, celui-ci s'est totalement mis au service de l'ANC, en devenant une partie intégrante, au point d'oublier son programme et son identité.

Meli décrit les hommes et les femmes, dirigeants et militants qui, de génération en génération, ont lutté et construit les organisations politiques. Son ouvrage permet d'appréhender la réalité humaine et organisationnelle des combats de ces organisations, combats contre la bourgeoisie sud-africaine, son État raciste et sa politique répressive d'une

violence inouïe ; des combats d'idées, de classes, que ces hommes et femmes mènent à l'intérieur même de leurs organisations, que l'on voit naître, vivre, évoluer, mourir et se succéder. Francis Meli n'est ni marxiste, ni internationaliste. C'est un militant de l'ANC, un nationaliste conséquent, influencé par les idées du PC et les luttes du mouvement ouvrier sud-africain quasiment incessantes depuis l'apparition de cette classe, il y a plus d'un siècle. Dans son livre, il défend son organisation, son histoire, justifie ses orientations politiques (nationalisme, lutte armée, patriotisme de parti, irresponsabilité à l'égard des masses que l'ANC laisse manifester et affronter les forces de répression à mains nues, martyrologie...), et son évolution.

De son vrai nom Allan Modolwana, né en 1942 dans une famille de travailleurs migrants de la banlieue de Johannesburg, orphelin très jeune, il est élevé par sa tante. Sa famille l'aide à poursuivre ses études. Il est admis à l'université de Fort Hare (qui est à l'origine un fort britannique construit au 19^{ème} siècle durant les guerres cafres contre les Xhosas), seule université non blanche, qui forme des intellectuels et des hommes qui se révéleront des dirigeants politiques de leur communauté. C'est bien souvent à l'université que les étudiants, « non blancs » comme blancs, découvrent les idées politiques et s'engagent : Oliver Tambo, Nelson Mandela, Robert Soukwe, Mangosuthu Buthelezi, Robert Mugabe, Herbert Chitepo, Elius Mathu, Charles Njonjo. Desmond Tutu y fut, pendant un temps, aumônier.

Francis Meli s'engage dans l'ANC. Contraint de s'exiler, il part au Botswana et en Tanzanie où il rencontre Marks, Kotane, Tambo, Nokwe, Slovo. Puis il part étudier en RDA. Ses études terminées, il milite en exil. Il devient le rédacteur en chef de Sechaba, journal de l'ANC et, en 1985, il entre dans le Comité Exécutif National de l'ANC (direction politique). Il meurt en octobre 1990.

LA PUISSANCE BRITANNIQUE INTRODUIT LE CAPITALISME EN AFRIQUE DU SUD

En colonisant l'Afrique du Sud, l'impérialisme anglais y a implanté le mode de production capitaliste, ses rapports de classe, d'argent, ses valeurs. Sa domination, sous toutes ses formes – politique, économique, militaire - a détruit plus sûrement les sociétés pré-capitalistes africaines que celle, pourtant brutale, des Afrikaners. L'affrontement avec ces derniers est aussi constant : tantôt militaire (guerres des boers en 1880 et 1899), tantôt politique (en concédant des droits aux Afrikaners, en concédant aussi ponctuellement l'indépendance des colonies boers, en concédant des lois, des alliances de circonstances sur le dos des Noirs).

Le 31 mai 1910 (date anniversaire de la guerre des boers), Edward VII et le Parlement anglais accordent le statut de dominion à la colonie sud-africaine. Les quatre colonies (du Cap, du Transvaal, d'Orange, du Natal) forment l'Union d'Afrique du sud, et comptent 6 millions d'habitants (dont un cinquième de Blancs), dont les langues officielles sont l'anglais et l'afrikaans. Un dominion est un État indépendant, membre de l'Empire britannique, mais pas totalement souverain. C'est une forme politique trouvée par l'impérialisme anglais pour accorder une autonomie sans l'indépendance, préservant ainsi un lien politique, économique et militaire privilégié avec le colonisateur. Ainsi la diplomatie et la guerre relèvent de la souveraineté britannique. Le Canada, l'Australie ou l'Irlande par exemple, ont été des dominions.

C'est que la Grande-Bretagne a un rang à tenir – celui de première puissance mondiale, et l'Afrique du Sud se révèle être prodigieusement riche en matières minérales : la découverte de diamants en 1867 dans la rivière de Vaal, le gisement le plus important du monde, et celle d'or en 1886 au sud de Pretoria ont entraîné l'essor du capitalisme sud-africain, avec un investissement massif de capitaux anglais et européens dans le secteur minier.

En l'espace de quelques dizaines d'années consécutives à la découverte de ces richesses fabuleuses, la bourgeoisie anglaise façonne une société nouvelle : elle prend une série de mesures politiques restrictives qui enrayent le développement de la petite bourgeoisie noire naissante : petite bourgeoisie paysanne (qui constitue l'immense majorité), commerçante, et petits notables. L'impérialisme anglais dépossède cette petite bourgeoisie. Elle la contraint à migrer vers les villes, avec la loi du Native Land Act en 1913 qui prive les Africains du droit de posséder la terre, sauf dans des réserves stériles où ils sont obligés de résider. Elle instaure un système de laissez-passer (pass) qui restreint la circulation des populations africaines, les parquant dans les réserves, pour fournir une main d'œuvre non qualifiée toujours plus nombreuse et bon marché pour les mines et la construction d'un pays moderne (ports, chemins de fer).

L'ANC, EXPRESSION POLITIQUE DE LA PETITE BOURGEOISIE NOIRE

Cette petite bourgeoisie noire, consciente de ses intérêts de classe, s'organise. Des intellectuels africains se réunissent à Bloemfontein pour faire connaître leur opposition au projet d'acte de l'Union Sud-africaine. Sol Plaatje, Pixley Seme et d'autres fondent le South African Native National Congress, qui deviendra par la suite l'African National Congress, ANC.

Francis Meli raconte : « le 12 janvier 1912, des Africains venus des quatre provinces d'Afrique du Sud et du Bechuanaland se rassemblèrent. Certains portaient un costume habillé, une redingote, un haut de forme et un parapluie. Ils se réunirent à Bloemfontein. Là encore, ce fut une allocution de Seme (un des père fondateurs tout juste rentré en Afrique du Sud, formé à l'Université de Columbia USA et à Jesus College à Oxford), qui donna le ton : "Chef de sang royal, Messieurs de notre race, nous sommes réunis pour réfléchir et discuter d'un thème que mes collègues et moi vous soumettons. Nous nous sommes aperçus que sur leur terre natale, les Africains sont traités comme des gens qui coupent du bois et puisent l'eau. Les Blancs de ce pays ont constitué ce qui s'appelle l'Union Sud-Africaine, où nous n'avons pas notre mot à dire pour ce qui est de l'élaboration de ses lois ou son administration. C'est pourquoi nous vous avons appelés à cette réunion, afin que nous trouvions le moyen de former notre propre Union Nationale, dans le but de bâtir l'unité nationale et de défendre nos droits et nos acquis.

« Après le discours d'ouverture, la foule chanta la chanson composée par Tiyo Soga : *Lizalis indinga Lakho, Thixo Nkosi Yenyanyiso* (Honneur ta promesse mon Dieu, Toi qui es Seigneur de Vérité). Seme proposa officiellement la création du South African Native Congress. La motion fut mise aux voix, et adoptée à l'unanimité sous les acclamations des délégués debout ».

« Le premier Comité Exécutif National de l'ANC est intéressant à plusieurs titres. Il est composé de 4 ministres du culte, d'hommes de lois, d'un rédacteur en chef, d'un entrepreneur, d'un enseignant et agent immobilier, d'un interprète et agent de la Native Labour Association (Association pour le Travail Indigène), chargé de recruter des mineurs africains. C'étaient des gens qui étaient allés à l'école chez les missionnaires ; 5 d'entre eux avaient fait des études à l'étranger. Ils jouaient un rôle de premier plan dans les organisations politiques locales, dans la presse africaine et dans les cercles religieux. Certains étaient devenus des personnalités sur le plan national. Ils étaient relativement jeunes : entre 20 et 30 ans, ou à peine plus de 30 ans. Les 4 provinces étaient correctement représentées.

« Un mot sur l'intégration des chefs. Ils étaient honorés, selon la tradition africaine, en étant associés à cette nouvelle organisation en tant que présidents d'honneur de la chambre haute. Ils "représentaient" les masses rurales, qui constituaient la majorité de la population et la catégorie la plus touchée par le vol de la terre. Il y avait besoin d'une alliance entre les paysans et la jeune intelligentsia, puisque la classe ouvrière était en cours de formation. Ces chefs étaient les porte-parole reconnus de leur peuple. »

UNE CLASSE OUVRIÈRE RACIALEMENT SÉGRÉGUEE À LA NAISSANCE

L'exploitation des mines, la modernisation du pays, entraînent l'apparition d'une nouvelle classe sociale : la classe ouvrière. Dès son apparition cette classe est divisée, ségréguée racialement, avec une masse ouvrière noire cantonnée aux tâches manuelles non qualifiées, consacrée aux travaux les plus durs au fond des mines, et une aristocratie ouvrière blanche faisant le travail qualifié, occupant les postes d'encadrement des équipes noires, s'affranchissant très rapidement, par la lutte, du système des pass et de réserves auxquels ils étaient soumis comme les Noirs. Ces « *poor whites* » se sentent menacés par la concurrence des ouvriers noirs et refusent d'être traités comme eux. Cette classe ouvrière blanche, c'est celle des « *Uitlanders* », anglais fraîchement débarqués d'Angleterre à la fin du 19^{ème} siècle et début du 20^{ème}.

« La première association de travailleurs blancs constituant un syndicat fut créée dans la ville du Cap par des ouvriers qualifiés employés dans l'industrie du bois en 1881. Il s'agit de l'Amalgamated Society of Carpenters and Joiniers (Association des Charpentiers et des Menuisiers), dont le siège se trouvait à Londres. Des syndicats furent fondés dans les mines de diamants de Kimberley en 1884 ; l'Amalgamated Society of Engineers (Association des Ingénieurs) fut fondée en 1886 et le South Typographical Union (Syndicat des typographes Sud-Africains) en 1889. Puis des syndicats se formèrent dans les mines d'or et de charbon du Transvaal.

« Ces syndicats étaient d'origine britannique et se constituaient en tant que sections d'organisations britanniques, ce qui explique leurs structures et leurs caractères. Le syndicalisme blanc Sud-africain était à l'image du système britannique d'avant 1889. En Grande-Bretagne, jusqu'à la grève de Londres en 1889, les travailleurs non qualifiés n'étaient pas admis dans les syndicats. (...) Il y eut donc, dès le début, conflit entre les intérêts des travailleurs blancs et ceux des Noirs. Les travailleurs blancs qui voulaient conserver le monopole du travail qualifié cherchaient aussi à améliorer et à défendre leur situation en défendant les différences d'échelle de salaires et de statuts, c'est à dire en

obtenant des augmentations et des concessions, comme les congés payés et la reconnaissance de leurs syndicats.

« Le racisme des travailleurs blancs se manifesta plus clairement lorsque les mines d'or embauchèrent de la main d'œuvre chinoise entre 1904 et 1909. Ces embauches étaient nécessaires après que les travailleurs africains eurent été dispersés pendant la guerre anglo-boers de 1899 à 1902. Les autorités britanniques décidèrent d'importer d'Asie de la main d'œuvre non qualifiée sous contrat, et l'ordonnance sur l'importation de main d'œuvre prise au Transvaal en 1904 permettait à la fois l'importation de travailleurs chinois et la prise de mesures discriminatoires à leur rencontre.

« C'est à ce moment là que fut créé la Fédération des Métiers (Federation of Trades), reconnue à la fois par le gouvernement sud-africain en 1913 et par la Chambre des Mines en 1915. L'agitation parmi les mineurs blancs (en 1907 et 1914), prétendument causée par la "concurrence" entre mineurs blancs et noirs, eut pour conséquence la création de la Fédération des Travailleurs Sud-africains (South African Industrial federation – SAIF) en 1914. Cette fédération défendant les intérêts des mineurs blancs et ces travailleurs formaient la masse des sympathisants du Parti Travailleuse Sud-africain (South African Labour Party) fondée en 1909. » (F. Meli)

En 1913-1914 une grève générale oppose les travailleurs blancs au gouvernement du Witwatersrand dans des affrontements armés. *« Le gouvernement proclama la loi martiale et mobilisa 70 000 soldats pour briser la grève. Des centaines de grévistes, des responsables syndicaux et des dirigeants du Parti travailleuse furent arrêtés, certains allant en prison en chantant "le drapeau rouge". Un certain nombre de dirigeants syndicaux furent déportés en Grande-Bretagne, en vertu d'une loi adoptée à la hâte : loi sur la Déportation Spéciale des Indésirables et sur les Compensations (Indemnity and Undesirables Special Deportation Bill). »*

Meli parle de cette grève pour donner la position de l'ANC. Il ne nous dit pas qui étaient ces ouvriers blancs qui avaient suffisamment de conscience de classe pour chanter *« le drapeau rouge »*. Ce drapeau rouge, le considéraient-ils comme le drapeau de tous les ouvriers, noirs inclus ? Meli donne seulement la position de L'ANC : elle se désolidarise de la grève. Les arguments pour justifier cette position nous révèlent la vision nationaliste et petite-bourgeoise de l'ANC :

« Les conflits entre Britanniques et Boers, donc entre Blancs anglophones et Afrikaners, étaient plus aigus qu'aujourd'hui, ce qui nourrissait l'espoir, légitime ou non, de voir la Grande-Bretagne céder aux instances des Africains. (...) La composition sociologique de l'ANC et de sa direction, qui était composée essentiellement de ministres de culte et d'hommes de lois, et ne venait absolument pas de la classe ouvrière, est une autre raison. La classe ouvrière était encore très faible à l'époque, ce qui fait que l'ANC n'avait pas la force nécessaire pour affronter le pouvoir blanc directement (...). La trahison de la classe ouvrière par les dirigeants des syndicats blancs, leur refus de prendre en compte les souffrances et les aspirations des Africains dans leurs revendications, créaient chez les Africains un sentiment de méfiance vis-à-vis des véritables intentions des travailleurs blancs qui insistaient sur "la lutte des classe", tout en refusant de comprendre la question de l'oppression nationale des Africains et des autres Noirs ».

L'ANC préfère demander au général Botha, Premier ministre, l'autorisation d'envoyer une délégation en Grande Bretagne pour faire valoir les intérêts des Africains d'Afrique du Sud. SF Malan, ministre des Affaires Indigènes « *reconnut avoir éprouvé un sentiment de soulagement devant la modération de leur ton* ».

LE PARTI TRAVAILLISTE, ENTRE RÉFORMISME ET RÉVOLUTION

Le Parti travailliste est traversé par divers courants, dont certains sont animés par des militants ayant une conscience de classe et défendent des positions de classe, internationalistes. Dès l'apparition de la classe ouvrière, dès ses premières luttes, la question qui se pose et ne cessera pas d'être posée et reposée tout au long du 20^{ème} siècle, c'est : la lutte, la révolution, pour quelle politique ? Nationalisme ou socialisme ? Renverser le régime de l'apartheid ou le capitalisme ?

« *En mai 1904, Wilfred Harrison (qui devait être plus tard un des fondateurs du Parti Communiste Sud-Africain) proclama au Cap les objectifs de la Social Democratic Federation (Fédération Sociale-Démocrate) : l'abolition du capitalisme et de la propriété privée de la terre ; la socialisation de tous les moyens de production, de distribution et d'échange (...). Le premier journal socialiste d'Afrique du Sud, the Cape Socialist, parut en 1904.* »

En 1913, le Parti Travailliste s'affilie à la 2^{ème} Internationale. La cohésion entre les courants sociaux-démocrates et internationalistes ne survit pas à la trahison de l'Internationale après la déclaration de la guerre en 1914. « *Des problèmes surgirent, sources de tensions, de différends après et d'une extrême diversification dans le parti, aboutissant à un conflit ouvert. La cause immédiate en fut la première guerre mondiale. Jusqu'en 1915, le Parti Travailliste eut une politique de compromis entre les factions favorables à la guerre et celles qui y étaient hostiles. Mais en octobre 1915 l'aile droite dirigée par E. Creswell avait pris le dessus, d'où la nécessité pour la gauche de se regrouper (...): elle se constitua en Ligue de "Guerre à la Guerre" (War on War League) au sein du Parti Travailliste. (...) Mais l'aile droite ne tarda pas à exclure du Parti Travailliste les membres de la ligue. L'aile gauche forma alors La Ligue Socialiste Internationale d'Afrique du Sud (ISL) dirigée par D.I. Jones, S.P. Bunting et W.H. « Bill » Andrews.* »

L'ISL, PREMIÈRE ORGANISATION COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

« *La Ligue publia un hebdomadaire, The International, dont le premier numéro sortit le 10 septembre 1915. L'accent est mis sur l'internationalisme en Afrique du Sud (...), non seulement pour la propagande contre la guerre, mais aussi pour l'attitude du mouvement travailliste blanc à l'égard de la classe ouvrière noire naissante, victime de discrimination raciale et d'oppression nationale.*

« *Il faut se rappeler qu'une des plus grandes craintes du régime de l'époque était l'action unie de travailleurs militants socialistes blancs et d'Africains. C'est ce qui apparut clairement au moment de la grève des travailleurs blancs du chemin de fer, en janvier 1914. La loi martiale fut proclamée, des syndicalistes blancs et des députés travaillistes furent arrêtés et neuf syndicalistes arrêtés en pleine nuit sur ordre du général Smuts, le ministre de la Défense. Ils furent embarqués en grand secret et en toute illégalité à bord d'un vapeur, le "Umgeni", et déportés en Angleterre.*

« Février 1916 (...) marqua un tournant dans l'histoire du mouvement de libération, avec "la première réunion commune, au Transvaal, de socialistes blancs et de l'ANC". La réunion eut lieu à l'initiative des socialistes pour discuter du Land Act, et Saul Msane, de l'ANC, prit la parole. En juin 1916, un dirigeant de l'ANC, Robert Grendon, (...), prit la parole devant une réunion socialiste à Johannesburg, pour traiter du "lien entre blancs et noirs". Un grand nombre d'Africains assistaient à la réunion.

« La loi sur l'Administration des Indigènes (Native Administration Bill) fut présentée en 1917, dans le but de placer les Africains à la merci du département des Affaires Indigènes sans la possibilité d'avoir recours aux tribunaux. Cette proposition de loi devait modifier la vie des Africains dans tous les domaines. La Ligue Socialiste Internationale organisa un meeting de protestation contre cette loi, à la Bourse du Travail de Johannesburg en mars 1917, meeting historique, car c'était la première action politique menée par les socialistes sur un sujet qui ne touchait pas directement les travailleurs blancs.

« L'évolution des socialistes blancs vers les Noirs et la participation active de la direction de l'ANC à des meetings socialistes s'avéra fructueuse. En juillet 1917 à Johannesburg, la première organisation de travailleurs africains fut constituée. Il s'agissait de l'IWA (Industrial Workers of Africa (...)) qui avait pour slogan "Sifuna zonke" ("nous voulons tout"). Peu après, en décembre (...), se réunit une conférence pour discuter de l'unité africaine. A cette conférence – la première du genre - assistaient des représentants de l'ANC (du Transvaal), de l'APO (African Political Organization) et de l'IWA. Il y avait des Africains, des métis et quelques socialistes blancs. (...).

En février 1918, (...) 30 à 40 000 mineurs de Least Rand boycottèrent les magasins de la mine. En effet, les prix avaient doublé pendant les années de guerre, tandis que les salaires n'avaient pas bougé. Les travailleurs protestaient contre les commerçants et la hausse des prix. L'IWA et l'ISL distribuèrent un tract commun en zoulou et en sotho. C'est dans ce tract que, pour la première fois, était repris (...) le célèbre appel de Marx "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous. Vous n'avez rien à y perdre que vos chaînes. Vous avez un monde à y gagner".

« Une autre grève importante éclata en 1918 : 150 ramasseurs de seaux hygiéniques se révoltèrent. Johannesburg n'avait pas encore d'égouts. Des menaces furent proférées contre les grévistes : "si vous tentez de fuir, vous serez abattus si nécessaire. Si vous refusez d'obéir, vous serez fouettés", et ils furent arrêtés et ramenés au travail sous escorte policière. L'ANC organisa plusieurs meetings pour protester contre la brutalité avec laquelle étaient traités les grévistes... Certains de ces meetings étaient organisés par les travailleurs eux-mêmes. (...) De fait, la grève s'étendit au-delà de Johannesburg pour gagner Durban. Avec l'appel à la grève générale, c'est ce que fit peur au gouvernement. Des soldats furent mobilisés et défilèrent dans Johannesburg. Malgré tout, les travailleurs furent relâchés grâce à la combativité de la population noire et des socialistes blancs qui les soutenaient. La grève des seaux entraîna l'arrestation de 5 (...) dirigeants de l'ANC, (...) et de trois dirigeants de l'ISL. (...). Pour la première fois en Afrique du Sud, des Européens et des Indigènes, unis par une cause commune, étaient arrêtés et accusés ensemble du fait de leurs activités politiques.

« Les tracts et les brochures distribués après le soulèvement qui suivit la Révolution russe d'octobre 14 en Russie, "les bolcheviks arrivent", insistaient sur la question de l'unité

entre Noirs et Blancs : “Tant que le travailleur noir est opprimé, le travailleur blanc ne peut être libre”.

« Lorsque fut fondé le Parti Communiste Sud-Africain en 1921, une base solide était ainsi créée pour l'établissement de relations entre les socialistes et l'ANC. Ces premiers socialistes étaient blancs, à l'exception de T.W. Thibedi, un Africain qui fut un des fondateurs du PCAS et une figure marquante du mouvement socialiste/communiste des années 1920-1930. Il s'agissait pour la plupart de travailleurs immigrés d'origine britannique (bien qu'il y eut aussi parmi eux des émigrés russes) des grands complexes industriels des environs de Johannesburg, de Durban et de la ville du Cap. Leur expérience politique se limitait à celle des organisations qu'ils avaient formées sur le modèle des organisations britanniques, mais ils étaient confrontés à une réalité Sud-africaine différente de celle de la Grande-Bretagne.

Tous les fondateurs de l'ISL ne sont pas marxistes : « il y avait des Fabiens (société socialiste anglaise préconisant l'amélioration graduelle du capitalisme, en particulier grâce à l'action des municipalités. GB Shaw et HG Wells en furent adhérents. La société fabienne joua un rôle important au sein du parti travailliste britannique), des coopérateurs, des syndicalistes, des anarchistes, etc. Influencés par la révolution d'Octobre, ils se fixaient pour tâche la prise du pouvoir, mais ils pensaient que cela serait l'œuvre des travailleurs blancs, avec le soutien des Africains, à qui il fallait accorder “tous les droits qu'ils étaient capables d'exercer”, formule sujette à controverse !

Du côté des dirigeants noirs, il y en a aussi qui voit d'un mauvais œil le rapprochement des travailleurs blancs et noirs sur des bases de classes :

« Ces événements eurent un impact sur l'ANC encore jeune. Lorsqu'il fut fondé, les différences et animosités “tribales” étaient considérées comme le principal problème à résoudre, mais six ans plus tard était apparu le problème de classe et des différences idéologiques. Plaatz en est un exemple. S'excusant auprès de la Compagnie de Beers de ne pas avoir répondu à temps à une lettre parce qu'il avait dû assister à une réunion du Comité Exécutif de l'ANC le 2 août 1918, il écrivit : “J'ai dû assister à une réunion de Congrès Indigène à Bloemfontein pour empêcher la propagation de la propagande socialiste de Johannesburg. Je pense que vous êtes au courant de nos problèmes à ce sujet, puisque Mr Pickering, qui m'écrivait sur un tout autre sujet, terminait sa lettre ainsi : “Pour l'amour de Dieu, préservez les Indigènes des agitateurs travaillistes”. Les dix délégués sont venus à la réunion, unis et déterminés, comportement tout à fait inhabituel et étonnant dans nos conférences. Ils s'exprimaient presque à l'unisson, par des phrases courtes qui commençaient et se terminaient presque toutes par le mot “grève”. Il ne fut pas difficile de comprendre où ils voulaient en venir car ils devancèrent le congrès et tentèrent d'empoisonner l'esprit des délégués d'autres régions. Ce n'est que tard le deuxième jour que nous avons pu obtenir des délégués qu'ils rapportent, une fois rentrés chez eux, que les méthodes utilisées par les socialistes pour opposer les Blancs et les Noirs ne pourraient qu'aboutir à une vraie catastrophe pour notre peuple, tandis que, au pire, les Blancs ne subiraient qu'une gêne passagère. »

L'ICU, PREMIER SYNDICAT NOIR : NATIONALISME OU SOCIALISME ?

« Le Syndicat des Travailleurs du Commerce et de l'Industrie (Industrial and Commercial Workers Union – ICU), fondé en 1919, avait des prédécesseurs. L'un d'eux était

l'IWA, syndicat africain fondé en 1917 par l'ISL. L'IWA luttait contre les laissez-passer, pour des augmentations de salaires, et s'efforça d'élever le niveau de conscience des travailleurs africains. C'était l'expression de la conscience des travailleurs noirs. Mais son existence fut de courte durée (...). Ce que l'IWA représentait fut préservé et développé par l'ICU.

L'ICU, que les travailleurs africains devaient appeler « I see you, white man » (je te vois, homme blanc), fut fondé le 17 janvier 1919 par Clements Kadalie. Qui était Kadalie ? (...) Il est né au village de Chifira, près de la mission de Bandawe, sur les berges occidentales du Lac Nyasa, (...) aujourd'hui Malawi. Kadalie devint non seulement le père du syndicalisme africain, mais encore une personnalité de l'histoire du monde ouvrier. (...) C'était le petit-fils du chef Chimeyu, chef très important des Ngunis. (...) Le premier « muzungu » (homme blanc) que rencontra le chef Chimeyu fut le docteur Livingstone.

« (Kadalie) alla à l'école jusqu'à ce qu'est aujourd'hui le baccalauréat et ensuite, il s'inscrivit à l'Efficient College (...) au Cap, où il suivit des cours pour apprendre à parler en public. Il occupa le poste de secrétaire particulier du directeur et de secrétaire de la YMCA (Association des Jeunes Hommes Chrétiens), puis celle de directeur d'école au Nyasaland. Il y enseigna un an, puis "partit de chez lui au début de l'année 1915 à la recherche d'une vie plus évoluée et civilisée". Il se rendit à pied en Afrique orientale portugaise (aujourd'hui le Mozambique) et travailla dans le bureau d'une plantation de coton. Mais il n'y resta pas, car "le propriétaire de la plantation, un Anglais, était d'une cruauté extrême. Tous les jours, il fouettait au sjambok les travailleurs pour des fautes insignifiantes. Parfois, il leur tirait dessus". Au bout d'un mois, Kadalie partit pour la Rhodésie du sud (aujourd'hui le Zimbabwe) où il occupa un emploi de bureau à la mine de Shamva. Puis il partit à Salisbury (aujourd'hui Harare), puis aux mines de Falcon à Umvuma, près de Fort Victoria (aujourd'hui Masvingo). Le directeur du compound était très cruel : "cet homme se levait tous les jours à 4 heures du matin environ, afin d'envoyer au travail les diverses équipes. Tous les matins, il fouettait les mineurs africains au sjambok tandis que ses chiens féroces l'aidaient en mordant ses victimes, parfois à mort".

« Début 1918, il se trouvait à Kimberley (...), d'où il gagna la ville du Cap (...). Au Cap, il eut divers emplois : emballeur, coursier, et livreur, entre autres. L'histoire de la jeunesse de Kadalie est importante car elle éclaire la formation d'un des dirigeants de la première génération des travailleurs africains (...). Voilà un homme issu d'une famille relativement aisée, éduqué chez les missionnaires, qui travailla dans les mines de Rhodésie et intégra la main d'œuvre sud-africaine sans passer par les mines.

« La première réunion (de l'ICU) eut lieu le 17 janvier 1919 (...). Ce jour-là, 24 adhésions, de métis pour la plupart, furent enregistrées, et 24 shillings de droits d'entrée ramassés. Peu après la fondation de l'ICU, Kadalie mit en grève les dockers africains et métis. Cette grève fut organisée à la suite de l'appel lancé par le Syndicat des Travailleurs blancs des chemins de fer qui avait demandé à l'ICU de l'aider à empêcher toute exportation de denrées alimentaires. L'ICU répondit positivement à cet appel, tout en ajoutant ses revendications spécifiques d'augmentation de salaires pour ses adhérents. La grève aboutit, mais les cheminots blancs refusèrent alors de soutenir les revendications de l'ICU, alléguant qu'elles allaient au-delà de l'accord initial.

« En 1920, l'ICU s'engagea aux côtés des travailleurs de Port Elisabeth qui eurent à déplorer leurs premiers martyrs africains : 23 tués et de nombreux blessés lors d'une manifestation de masse. (...) La manifestation avait été organisée pour demander un salaire

minimal de 10 shillings par jour. (...) C'est à cette époque que l'ICU grandit comme un feu de broussailles. De 1922 à 1924, Kadalie consolida ses positions dans la province du Cap, puis il gagna les zones rurales et les provinces du Nord, ce qui permit la croissance rapide de l'ICU. Le nombre d'adhérents augmenta de façon fulgurante pour passer de 30 000 en 1924 à 39 000 en 1926, pour atteindre 100 000 en 1927. Chiffres à considérer dans leur contexte : dans les années 1918-1921, l'Afrique du Sud comptait 801 000 travailleurs africains (350 000 dans les mines et 450 000 dans l'agriculture) sur un total de 1 060 000 travailleurs.

« L'audience de l'ICU grandissait. (En) 1925, l'Association Sud-africaine des Organisations de Salariés (South African Association of Employees Organisation) adopta une résolution de soutien à la revendication de l'ICU d'un salaire minimum : "c'était la première fois qu'une organisation de travailleurs blancs reconnaissait publiquement l'existence de l'ICU". (...).

« Un des cadres de l'ICU qui joua un rôle clef en aidant à construire l'organisation au Natal, s'appelait Gilbert Coka. Né en janvier 1910, Coka subit l'influence de son père qui était actif dans l'Eglise et s'intéressait aussi à l'ANC. (...). "La venue de dirigeants de l'ICU fut un événement mémorable. La région en fut agitée des kilomètres à la ronde. Vryheid n'avait pas vu foule si énorme depuis l'annonce de la mort du roi Dinizulu". Les gens avaient des revendications concrètes, surtout dans les zones rurales. Les propriétaires les obligeaient à travailler toute l'année sans leur verser de salaire ; ils exigeaient que tous les membres de la famille travaillent pour eux ; ils fouettaient et maltrahaient leurs métayers. Les brûlures ou l'usage des armes à feu étaient fréquents. (...) Coka fait ce commentaire : "à la lecture de ces comptes rendus qui m'étaient remis tout les jours, je m'aperçus que c'était du terrorisme qui régnait sous mon nez. Et ces gens affluaient à l'ICU comme une arche qui pourrait les conduire en lieu sûr". Coka en savait quelque chose, car il délivrait les cartes d'adhérents de l'ICU De Vryheid : "j'écrivais jusqu'à en avoir mal au bras".

« Un des facteurs qui contribua à l'expansion de l'ICU fut l'aide qu'il reçut de l'ANC. (...) Cela ne signifie pas pour autant que les relations entre les deux organisations furent sans problème. Une divergence se fit jour quant à la forme de lutte à utiliser. Tandis qu'au sein de l'ICU la grève et les campagnes de masse (en un mot : la lutte des classes) étaient des formes d'action et de protestations acceptées, l'ANC n'y était pas encore habituée et avait même tendance à être parfois hostile aux grèves.

« Quelles étaient les relations de Kadalie et le Parti Communiste d'Afrique du Sud ? Avant la fondation du PC, l'ISL, qui en était le précurseur, entretenaient de bonnes relations avec l'ICU. Des adhérents de l'ISL de la ville du Cap avaient participé à la rédaction du préambule et des statuts de l'ICU. Stanley Silwna, Thomas Mbeki et d'autres adhérents de la Ligue de la Jeunesse Communiste aidèrent Kadalie à établir son quartier général à Johannesburg en 1925, après son départ de la ville du Cap. Les adhérents du PC déployaient une telle activité que cinq d'entre eux étaient au Conseil National de l'ICU : deux Africains, deux métis et un indien.

« Mais les nuages commençaient à s'amonceler au-dessus de l'ICU. Le mécontentement grandissait parmi les travailleurs et les adhérents de l'ICU, car la direction ne tenait pas ses promesses. (...) L'absence d'une politique combative liée à l'action de masse et d'idéologie claire, conduisit à une situation où les idées paysannes de messianismes pénétrèrent le mouvement ouvrier. Ces idées étaient renforcées par Kadalie qui, par ambition personnelle, devint de plus en plus despotique, refusant de répondre à une demande

démocratique de vérification et de contrôle des finances. Les gens venaient aux bureaux de l'ICU chercher de l'aide, mais "les secrétaires s'offraient des sorties en voitures, menaient la grande vie et voyageaient sans cesse dans tout le pays". (...) L'argent était gaspillé, la gestion était mauvaise (...) Les salaires des permanents étaient démesurés.

« Coka eut l'occasion d'étudier les dossiers de l'UCI et y trouva la solution de nombreuses énigmes : " j'ai découvert comment une occasion de lever la classe ouvrière pour de meilleures conditions de travail avait été manquée par opportunisme. Aucun appel ne fut lancé, si ce n'est à collecter des fonds. Cela fait, tout irait bien. Tout ceci conduisit à une crise lors de la réunion du Conseil National de l'ICU, à Port Elisabeth le 16 décembre 1926. Deux tendances apparurent : une aile militante conduite par les communistes et une aile réformiste conduite par Kadalie. »

Les deux tendances s'affrontent donc : Kadalie propose une résolution stipulant qu'aucun membre de l'ICU ne puisse être membre du PC. Mbeki défend la position contraire. Un autre dirigeant, La Guma, déclare que l'ICU est une réunion de gens de différentes convictions politiques.

« La résolution anti-communiste de Kadalie fut pourtant adoptée par six voix contre cinq. Il s'ensuivit une lutte interne à l'ICU. Le PC expliqua sa politique syndicale qui consistait à renforcer plutôt qu'à affaiblir les syndicats. L'argument selon lequel les adhérents du PC "étaient partagés" ou "servaient deux maîtres" car ils appartenaient à deux organisations, était réfuté par le simple fait que "les cadres exclus n'avaient jamais servi deux maîtres, mais un seul : les travailleurs opprimés d'Afrique du Sud".

Et Francis Meli nous dit ici avec lucidité à quel point le problème racial pouvait être exploité et utilisé de manière malveillante, y compris au sein du mouvement ouvrier et syndical. En effet, la ségrégation raciste opérée par le dominateur blanc est une donnée qui ne peut pas ne pas influencer la manière de voir des Noirs opprimés. Et il est alors facile, pour n'importe quel démagogue, d'utiliser cet état de fait pour, au lieu d'éclairer l'opprimé sur la racine capitaliste de son exploitation, l'aiguiller vers une vision toujours plus raciale et limitée de sa compréhension :

« Kadalie jouait sur les instincts des masses afin de les abuser ; il assimilait les sentiments anti racistes et anti colonialistes des Africains à la haine des Blancs. Il essaya de diriger les sentiments nationaux des masses non pas contre le gouvernement raciste, mais contre les "communistes blancs". Il espérait séparer les communistes blancs des communistes noirs, isoler des masses les communistes blancs afin de réduire l'influence des communistes noirs.

« L'apparition du réformisme syndical en Afrique du Sud eut des causes sociales (...). Ces points faibles des syndicats africains furent pour partie causés par l'attitude hostile des travailleurs blancs. Le PC à cette époque (1926) ne comptait pas beaucoup d'Africains dans ses rangs, d'où ses hésitations, parfois, à prendre l'initiative. Des nationalistes noirs sans scrupules en profitèrent pour "prouver" que le PC était "un parti blanc".

L'ICU ne survivra pas à cette lutte interne et éclatera en trois sections différentes, puis davantage.

LE SACP (PARTI COMMUNISTE D'AFRIQUE DU SUD)

Le SACP est fondé en 1921 au Cap. Il est issu de l'union entre la Ligue internationale socialiste (ISL), la fédération sociale-démocrate du Cap, le Parti communiste du Cap, la Société juive et socialiste du Cap, la Société juive et socialiste de Johannesburg, le Club marxiste de Durban, et quelques autres... William H. Andrews, un syndicaliste et ancien parlementaire travailliste, qui s'était opposé à l'entrée en guerre au côté du Royaume-Uni en 1914, est élu premier secrétaire général du parti. Lui aussi est partagé entre question nationale et question sociale, pour ne pas dire en pleine confusion, si ce n'est en pleine errance.

La position du SACP lors de la révolte ouvrière du Rand en 1922, est à cet égard significative. Cette grève est celle des mineurs du Witwatersrand. Ces derniers se mettent en grève à la suite de la réduction de leur salaire horaire et du recrutement de nouveaux mineurs noirs. Démarrée le premier janvier 1922, la grève rassemble 20 000 mineurs blancs. Elle reçoit le soutien des militants du SACP en la personne d'Andrews, le secrétaire général du parti. Bien qu'opposé à la ségrégation raciale, les communistes sud-africains sont essentiellement des Blancs qui, dans leur lutte pour renverser le capitalisme, ont adopté la devise "Travailleurs de tout pays, unissez-vous pour une Afrique du Sud blanche" ("*Workers of the world, unite and fight for a white South Africa !*"), avec l'idée que les travailleurs blancs sont la principale force révolutionnaire. Les mineurs reçoivent donc le soutien et l'aide du SACP, ainsi que celle du Parti Travailliste et des nationalistes Afrikaners.

La grève devient insurrectionnelle : les grévistes s'organisent et s'arment ; ils prennent le contrôle de toute la région du Rand. Début mars, Smuts proclame l'état d'urgence et réquisitionne l'armée pour mettre un terme à la "terreur rouge". Il fait donner l'assaut contre le quartier général des insurgés et ordonne à l'aviation de bombarder les poches de résistance. Les insurgés résistent à Benoni, Boksburg, Brixton, Langlaagte et Fordsburg, où ils sont ensevelis sous les bombes. Le 18 mars au soir, la révolution du Rand est terminée. Près de 200 personnes, mineurs et policiers, ont été tués. Plus de mille autres sont blessés. Les dirigeants sont exécutés. Politiquement, le SACP est en échec : les anciens grévistes préfèrent rejoindre les rangs des nationalistes afrikaners ou ceux du parti travailliste.

En 1923, Andrews est élu au comité exécutif de la 3ème Internationale communiste et part en Russie. Les positions politiques du SACP sont toujours confuses : il décide de s'affilier au Parti Travailliste, mais celui-ci refuse. Lors des élections de 1924, il apporte son soutien à la coalition politique entre le Parti National d'Hertzog et le Parti travailliste, sa préoccupation étant de faire battre Jan Smuts.

La période 1919-1923 marque un tournant dans l'évolution du SACP, comme pour tous les partis communistes dans le monde. L'Internationale communiste, troisième du nom, bénéficiant de l'expérience et du prestige des dirigeants de la Révolution russe, clarifie les tâches théoriques et organisationnelles des partis communistes du monde entier. C'est alors une question de vie ou de mort pour la Révolution russe : ou la révolution s'étend dans le monde, ou la Russie révolutionnaire est condamnée. Lénine et toute la direction bolchévique prennent un soin particulier à rédiger un programme politique, en distinguant les tâches qui incombent aux partis communistes des pays impérialistes et celles qui incombent aux partis des pays dominés. Ces textes sont réunis dans *Les 4 premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste 1919-1923*.

Les délégués Sud africains, gagnés par l'Internationale Communistes impulsent une nouvelle politique au SACP. Le parti s'organise en cellules révolutionnaires. Il adopte le principe d'africanisation du parti. De jeunes militants, comme Eddie Roux et Willie Kalk, encouragent leurs camarades à militer auprès des jeunes noirs. De nombreux Blancs, refusant à la fois le mélange racial et le principe d'une Afrique du Sud gouvernée par des Noirs, quittent le parti. Mais le parti poursuit sa construction auprès des Noirs.

À partir de 1925, la majorité des militants communistes sont Africains noirs. En 1928, le SACP met en avant le mot d'ordre de "république indigène" ou de "république noire" ("Native republic") en Afrique du Sud. Si 1600 de ses 1750 membres sont des Noirs, le parti reste dirigé par un Blanc : Sidney Percival Bunting. Celui-ci n'est pas d'accord avec l'orientation politique de son parti. Il se rend en Russie pour protester contre la décision du Komintern de soutenir le principe de la République indigène.

Francis Meli écrit : « *Il y avait une aile militante au PC pour qui la tâche essentielle était de "parvenir à la prise de conscience du prolétariat africain". Elle se fit entendre dès 1924, le congrès du Parti adopta cette ligne. Des adhésions d'Africains furent enregistrées ; les communistes noirs créèrent des sections de l'ICU et renforcèrent cette organisation, certains furent élus à la direction nationale de l'ICU. Ainsi naquit la première génération de dirigeants communistes africains : Albert Nzulu, Johannes Nkosi, Moses Kotane, JB Marks, Edwin Mofutsanyana, Gana Makabeni et bien d'autres.* »

L'ANC aussi est influencé par les événements, par les luttes ouvrières (qu'elles soient noires, blanches, ou noires et blanches) et par le développement des idées communistes dans la population africaine, conséquences de la vague révolutionnaire qui secoue l'Europe. « *La fin des années vingt fut marquée par d'importantes évolutions au sein de l'ANC, étroitement associées au nom, à l'activité de Josiah Tshangana Gumede. Qui était Gumede ? Quelles furent ses idées et son action ?*

« *On ne sait pas grand-chose de la jeunesse du Gumede. Né au Natal au milieu du 19^{ème} siècle, il alla à l'école de Grahamstown (Province du Cap), puis enseigna quelques temps à Somerset East avant d'aller au Natal où il devint conseiller des chefs du Natal et de l'État libre d'Orange. En 1889, Gumede et Saul Msane rencontrèrent Harriette Colenso pour discuter de la formation d'une organisation politique africaine et en 1900, avec Martin Lutuli et Msane, il fut le co-fondateur du Congrès indigène du Natal.*

« *En 1906, il faisait partie de la délégation envoyée en Angleterre au sujet des lois sur la terre de l'État libre d'Orange. Il représentait les intérêts des Sothos qui avaient achetés de la terre dans l'État libre d'Orange. Pour avoir quitté le Natal sans laissez-passer (...), il fut arrêté et condamné à une amende de 10£ ou à une peine de prison de trois mois à son retour. Avec ZM Mazuka, il participa à la création d'Iliso Lesizwe Esimnyama (l'œil de la Nation Noire), organisation de convertis au méthodisme wesleyen et de chefs, fondée dans la région de Dundee et de Newcastle au Natal en 1907. Gumede appartient à la génération des pères fondateurs de l'ANC. Il fit partie de la délégation de l'ANC envoyée auprès du gouvernement britannique en 1919.* »

Cette période sera de courte durée, mais elle aura prouvé qu'il est possible, pour des militants Blancs, de milieu social relativement favorisé, de développer la construction d'une

organisation communiste qui se développe effectivement parmi les plus opprimés, en l'occurrence ici les Noirs.

LA BUREAUCRATISATION DE L'URSS ET LE COMMUNISME DÉNATURÉ

Comme dans les autres pays du monde, après avoir entraîné un essor de l'idée et des organisations communistes, le reflux de la Révolution russe va entraîner un recul de celles-ci, et plus encore leur déformation rapide vers une politique nationaliste, et non plus internationaliste et communiste. Cette évolution est d'autant plus rapide que les partis concernés sont, d'une part, nés de fraîche date, donc sensibles et encore peu armés politiquement, d'autre part ils sont tous sous une emprise morale de l'URSS, et peu seront capables de comprendre l'évolution qui s'y produit.

La révolution n'a pas gagné hors de l'URSS. Elle a notamment échoué en Allemagne. Dans ces conditions, c'est une couche sociale conservatrice, que Trotsky appelle bureaucratie, et qui tient les rênes politiques, administratifs, et économiques du pays, qui s'accapare le pouvoir. Staline s'en fait le représentant et le défenseur, tout en maintenant un langage aux apparences révolutionnaires à l'intention du monde extérieur. Mais il va désormais utiliser l'héritage d'Octobre pour une politique de simple soutien à la survie du nouveau régime en URSS. Et pour cela, il pense profondément qu'il a plus à gagner en paraissant oublier l'objectif d'un renversement du capitalisme à l'échelle internationale. Il espère ainsi, si ce n'est gagner les faveurs des pays capitalistes qui lui sont hostiles, du moins les rassurer quelque peu : certes, la révolution a eu lieu en Russie, mais elle n'est plus à l'ordre du jour ailleurs.

Bien évidemment, cela change du tout au tout la vision et la politique que doivent maintenant mener les divers partis communistes des différents pays capitalistes. L'Internationale communiste aux mains de Staline prône pour les partis communistes dominés, « la révolution par étapes ». Ils doivent soutenir sans réserve la lutte de la bourgeoisie nationale contre l'impérialisme pour accomplir « la révolution démocratique nationale » : première étape. C'est seulement une fois que la bourgeoisie nationale se sera emparée du pouvoir, sera en mesure de développer l'économie, les institutions démocratiques, que le Parti communiste pourra entreprendre la lutte pour le socialisme au nom de la classe ouvrière.

C'est la politique qui a été mise en œuvre durant la révolution chinoise de 1927 : le Parti communiste chinois s'est mis à la remorque du Kuomintang de Tchang Kaï Chek. Lorsque ce dernier est parvenu au pouvoir après avoir chassé les impérialistes du pays, il a massacré le Parti communiste chinois et maté la classe ouvrière. (cf le Programme de Transition de Trotsky, où celui-ci oppose à la révolution par étapes, la révolution permanente).

En Afrique du Sud, la tâche assignée par la Troisième Internationale stalinienne au SACP est d'abord de vaincre l'apartheid, en laissant de côté tout objectif social. Cette orientation signifie que le SACP doit unir ses forces à l'ANC, en subordonnant les intérêts de la classe ouvrière à ceux de la petite bourgeoisie noire. La lutte contre les oppositionnels, les opposants à Staline, se mène aussi dans tous des partis communistes. En premier lieu contre les trotskystes. Dans le SACP, les trotskystes sont exclus.

Les années 30 sont une période de recul tant pour le SACP que pour l'ANC. C'est une époque de famine et de misère généralisée. En 1936, Le gouvernement Hertzog exclut les noirs des listes électorales. Abanhu-Batho, organe officiel de l'ANC a cessé de paraître en 1931. Le moindre désaccord est ensuite vite traité comme un acte de trahison, et les exclusions se multiplient. En 1935, le Parti communiste sud-africain, réduit à l'état de groupuscule, ne compte plus que 150 membres. Quant à l'ANC, elle compte 253 adhérents à la fin des années 30.

LES LUTTES OUVRIÈRES DES ANNÉES 1940

Les années 1940 sont marquées par une reprise des luttes ouvrières. Une nouvelle page s'ouvre, avec de nouvelles organisations, mais l'histoire y garde d'une certaine manière sa marque. En 1941, à Johannesburg, plusieurs syndicats du commerce et de l'industrie créent une union syndicale : « *Council of Non European Trade Union* » – CNTU (le comité des syndicats non européens). Il organise les travailleurs noirs et métis.

En 1942, une succession de grèves pour le salaire entraîne une répression très dure. Le gouvernement édicte des « mesures de guerre » rendant la grève illégale pour les Africains, interdisant les rassemblements de plus de 20 personnes. Malgré cela, le CNTU atteint 158 000 membres regroupant 119 syndicats et 40 % des 390 000 Africains employés dans le commerce et l'industrie.

Le secteur minier continue de se développer : les effectifs augmentent de 135 000 personnes. Les mineurs vivent dans une extrême pauvreté. Au Witwatersrand, le travail syndical des militants du SACP aboutit à la création du syndicat des mineurs africains : AMWU (« *African Mine Workers Union* »). En 1944, il compte 25 000 membres.

En 1943, à Alexandra, un faubourg de Johannesburg, les habitants boycottent les bus. En 1944 des dizaines de milliers d'Africains sans-abri, suivent James Mpanza, surnommé « Sofasonke » (Nous allons tous mourir) pour squatter des terrains près d'Orlando. En 1945, des émeutes éclatent à Pretoria, dans lesquelles 16 Africains et un Européen sont tués.

1945, les rations de nourriture sont diminuées dans toutes les mines. Des émeutes de la faim éclatent dans une dizaine de mines. En août 1946 l'AMWU appelle à la grève. Plus de 60 000 mineurs du Witwatersrand se mettent en grève. La répression est violente. 1600 policiers sont mobilisés. La police tire sur les mineurs.

L'ÉMERGENCE D'UNE GÉNÉRATION NOUVELLE À LA TÊTE DE L'ANC

Ces années 1940 sont également marquées par des luttes politiques. En mars 1946, le Premier ministre Jan Smuts fait voter la loi sur la propriété foncière des asiatiques et la loi sur la représentation indienne, qui limitent la libre circulation des Indiens et délimitent les zones où ils peuvent résider et commercer. Cela entraîne la lutte de la communauté indienne : grèves, manifestations, fermeture des commerces. Une partie de la jeunesse s'engage. Ainsi le docteur Dadoo, jeune militant communiste, ayant fait ses études en Grande Bretagne. De même que Ahmed Kathrada, qui adhère à la Ligue de la jeunesse communiste à l'âge de 12 ans, rejoint la campagne de résistance passive de l'ANC à l'âge de 15 ans, et qu'on retrouvera plus tard dans les rangs de l'ANC. Les organisations indiennes voient affluer les

adhésions ouvrières. Le Congrès Indien du Natal passe de quelques centaines de membres à 35 000.

L'ANC aussi évolue : une nouvelle génération de militants veut une autre politique pour leur organisation. Un groupe de jeunes hommes et femmes, trentenaires, formé principalement de professeurs et d'étudiants en droit et en médecine, critique les méthodes de travail et d'action de l'ANC. Ils s'appellent : Lembede, Nelson Mandela, Oliver Tambo, Mda, Walter Sisulu, James Njongwe, William Nkomo, Jordan Ngubane, Robert Sobukwe, Ntsu Mokhehle. Walter Sisulu est le seul ouvrier parmi eux. En 1943, ils fondent la Ligue de la jeunesse de l'ANC. Anton Muziwake Lembede en est le président. Nelson Rolihlahla Mandela en est le secrétaire.

Cela dit, la ligne politique de la Ligue de la Jeunesse reste fidèle à celle de l'ANC, c'est à dire démocratique bourgeoise et nationaliste : en 1948, le document de politique générale de la Ligue de la jeunesse affirme : « *Nous sommes opprimés, non en tant que classe, mais en tant que peuple et nation* ». L'ambiguïté avec l'option communiste qui avait encore prévalu dans les années trente est donc soulevée.

L'INSTAURATION DU RÉGIME DE L'APARTHEID

Nous l'avons vu, la ségrégation raciale et ses implications sociale et politique existe depuis le début du siècle. Ce sont les Anglais qui l'ont mise, de fait, en place. Par toute une série de lois, ils ont ruiné la petite bourgeoisie noire, pour créer une classe ouvrière noire non qualifiée, nombreuse, disponible pour les besoins des mines, de l'industrie et de la construction. Ils ont ségrégué le territoire, en fixant des zones d'habitations pour la population africaine. Ils ont établi l'obligation pour les Noirs de porter un pass justifiant leurs déplacements pour le travail. Ils ont fixé la population ouvrière noire dans des réserves et dans des dortoirs à proximité de leurs lieux de travail. Ils ont restreint leurs droits politiques.

Les Afrikaners ne vont faire que poursuivre et parfaire ce qui devient alors « *l'apartheid* », le « *développement séparé* ». En 1950, le « *Population Registration Act* » (loi d'enregistrement de la population) définit les groupes raciaux en Blancs, Noirs, Coloureds. Le Prohibition of Mixed Marriages Act interdit les mariages entre Blancs et les autres. L'Immorality Act fait des relations sexuelles illégitimes, entre groupes raciaux différents, un crime. Toujours en 1950, Le Group Areas Act définit les zones de résidence et d'activité réservés aux différents groupes raciaux. On rase entièrement des quartiers noirs, on déplace les populations vers les endroits qu'on leur assigne, en lointaine périphérie des villes, ou dans des réserves. En 1951, la Bantu Authorities Act crée dans ces réserves un système hiérarchique de chefs appointés par l'État Sud-africain.

En 1951, Le Native Building Workers Act généralise les dortoirs réservés aux Noirs sur leurs lieux de travail, restreint l'accès des Noirs aux emplois d'encadrements. En 1956, l'Industrial Conciliation Act leur interdit l'accès à certaines professions, interdit les syndicats inter-raciaux et supprime le droit de grève aux travailleurs africains. En 1951 la population classée métisse du Cap se voit retirer le droit de vote (loi sur la représentation électorale séparée). Le Reservation of Separate Amenities Act de 1953 institue des accès, des services, des espaces différents selon les groupes raciaux (« *whites only* »).

Dès 1950, une loi spéciale vise à réprimer les oppositions politiques radicales, en particulier le Parti communiste : le Suppression of Communism Act (loi sur l'Éradication du Communisme), contraignant celui-ci à la clandestinité. Néanmoins les militants du SACP poursuivent une activité de façon légale au sein de l'ANC.

Enfin, en octobre 1960, le régime organisera un référendum pour les Blancs sur la séparation d'avec la Grande-Bretagne et la création de la République Sud-africaine. Celle-ci est proclamée, sur la base de l'apartheid, le 31 mai 1961.

LA SÉGRÉGATION TERRITORIALE : TOWNSHIPS, CAMPS de SQUATTERS, FOYERS DE TRAVAILLEURS, RESERVES, BANTOUSTANS et HOMELANDS

Une des caractéristiques de l'apartheid a été la mise à l'écart de toutes les populations non-blanches des territoires occupés par les Blancs. Cette séparation territoriale prend différentes formes : townships, camps de squatters, foyers de travailleurs, réserves ou bantoustans. Le but de cette politique n'est pas seulement de séparer Blancs et non Blancs, mais aussi de diviser et d'opposer la population africaine elle-même.

Les townships sont implantés en grande périphérie des villes blanches. Les habitants en fournissent la main d'œuvre (ouvriers, employés de maison etc.). Ainsi de Soweto, acronyme de South-Western-Township, le plus grand township de Johannesburg, situé à une trentaine de kilomètres de cette dernière. Le township est constitué par des alignements de matchbox en préfabriqué (certains en dur pour les plus anciens), organisés en quartiers dévolus aux différentes « *races* » ou « *nations* ».

Les mineurs, essentiellement des Zoulous, sont logés à part de la population. Travailleurs migrants venant de leur bantoustan le KwaZululand, embauchés pour l'année, les compagnies minières les logent dans des foyers qui leur sont propres, à l'écart des autres travailleurs. Ainsi, ils apparaissent comme bénéficiant d'un statut privilégié par rapport aux autres Noirs, ne serait-ce que parce qu'ils bénéficient d'emplois réservés et de logements. Dans ces foyers, les Zoulous se rassemblent par clan et par village, sous l'autorité d'un *induna*, chef coutumier à qui ils doivent obéissance. Cette division opérée au sein de la classe ouvrière donnera lieu dans les années 1980 à une guerre civile entre les habitants des foyers, Zoulous regroupés sous la bannière de l'Inkhata de Buthelezi et les habitants des townships contrôlés par l'ANC et le SACP. La population des townships paiera un lourd tribut dans cette guerre : des dizaines de milliers de morts peut-être sur dix ans (Lutte de Classe N° 114).

Les camps de squatters sont des bidonvilles, ils sont construits dans des no man's land. Ce sont les plus pauvres, les populations les plus précaires, sans pass, sans travail, vivant de mendicité, de vols et de combines, qui y survivent. Les camps de squatters sont régulièrement détruits par les bulldozers, pour se reformer un peu plus loin.

Enfin il y a les bantoustans. Ce sont des territoires que L'État Sud-africain a assignés à des « *tribus* », qu'il a créé de toutes pièces. Il a inventé neuf « *tribus* », neuf « *nations* » qu'il a réparti sur dix bantoustans, disséminés dans tout le pays : les Xhosa, à l'ouest du fleuve Keï doivent résider dans le Ciskeï ; les Xhosa à l'est du fleuve Keï, doivent résider dans le Transkeï ; les Zoulous doivent résider au Kwazulu ; les Sotho du Sud dans le Qwaqwa ; les Sotho du Nord dans le Lebowa ; les Swazi dans le KaNgwane ; les Shangaan dans le

Gazankulu , les Venda dans le Venda, les Ndebele au KwaNdebele, les Tswana au BophuthaTswana.

Ces Bantoustans, qui deviendront par la suite « homelands », sont indépendants. Ils sont administrés par des chefs africains, chefs traditionnels et ministres, nommés et reconnus par l'État Sud-africain. Ce dernier dote chaque bantoustan/homeland d'un budget dont il laisse la gestion aux chefs africains. Les Bantoustans servent à fixer les populations africaines loin des territoires blancs. Ce sont des réservoirs de main d'œuvre à l'écart des villes et des industries, puisque les hommes des bantoustans, inscrits par centaines de milliers sur des listes, attendent une hypothétique embauche pour les besoins des mines et des industries, ou suite à un lock-out.

Pour fabriquer ces dix « nations » noires, le régime sud-africain et la clique de dirigeants africains des homelands ont exhumé d'anciennes aristocraties, ravivées d'anciennes querelles, cherché parmi les ancêtres quelques héros, composé des hymnes nationaux. Ainsi au Ciskeï, le président Lennox Sebe crée une identité xhosa ciskeïenne distincte de celle des Xhosa du Transkeï, alors que Xhosas du Ciskeï et du Transkeï ont une histoire et une langue commune. Il récupère les reliques de héros populaires, les inhume dans un sanctuaire « national », organise des cérémonies. Il prône le retour à la tradition, et devient président à vie.

Au KwaZululand, Mangosuthu Buthelezi, issu d'une lignée de conseillers royaux, devient ministre en Chef. A l'origine membre de l'ANC, Il fonde un parti politique zoulou dont il est le président : « *l'Inkhata* », parti unique d'un million de membres dans les années 1980. Il contrôle les pensions et l'allocation des terres.

Le homeland du Gazankulu, dans l'extrême nord-est de l'Afrique du Sud, est la patrie officielle des Shangaan ou Tsonga. C'est une ethnie fabriquée de toutes pièces par les missionnaires au 19^{ème} siècle qui ont regroupé des populations d'origines géographiques diverses à l'intérieur d'un périmètre correspondant à leur champ d'évangélisation, et les ont dotés d'un nom et d'une langue.

Cette partition du territoire Sud-africain s'est maintenue jusqu'en 1994.

LA VIE QUOTIDIENNE SOUS L'APARTHEID

Comment décrire l'apartheid au quotidien ? Il faut lire les ouvrages des auteurs sud-africains comme André Brink, Zakes Mda, Rian Malan, pour approcher l'inhumanité, l'horreur, la violence, la peur dans laquelle vivent Noirs et Blancs. André Brink raconte dans *Une Saison Blanche et Sèche* comment un afrikaner, qui vit confortablement dans une banlieue cossue de Johannesburg, se retrouve rejeté par sa famille, ses voisins, ses collègues, broyé par l'appareil d'État, parce qu'il tente de comprendre pourquoi et comment le fils du jardinier de l'établissement où il enseigne a disparu, et pourquoi ce jardinier disparaît à son tour.

Rian Malan, dans *Mon Cœur de Traître*, raconte comment un ouvrier blanc corrige le petit ami de sa bonne, parce que celui-ci s'est montré violent à l'égard de sa compagne, et surtout insolent vis-à-vis du maître. Ce dernier le retient tout un week-end dans sa villa et le

torture jusqu'à la mort, entre un barbecue bien arrosée entre amis et un plongeon dans la piscine. Le tout se fait en famille.

Dans *Le Pleureur*, Zakes Mda nous emmène dans un bidonville et nous fait partager l'histoire de Toloki, un miséreux, presque un clochard, qui a su préserver sa dignité d'homme. Dans ce bidonville, Toloki retrouve une amie d'enfance de son village, qui vient de perdre son fils de 5 ans dans les rivalités entre l'ANC et l'Inkhata.

LA CAMPAGNE DE DÉSŒBÉISSANCE CIVILE DE L'ANC

Revenons aux années 1950, à la mise en place de l'apartheid par la série de lois indiquées ici plus haut. L'ANC organise une campagne de désobéissance civile contre toutes ces lois (« *Defiance Campaign of Injust Laws* »). Des milliers de volontaires brûlent leur pass publiquement, manifestent, enfreignent délibérément les interdictions. 8000 de ces volontaires africains, métis, indiens, blancs, sont arrêtés et jetés en prison, dont Nelson Mandela. Le nombre d'adhérents de l'ANC passe de 4 000 à 100 000. Les autres organisations (l'Organisation du Peuple métis, Le Congrès indien d'Afrique du Sud) croissent aussi.

En 1953, l'ANC mène une campagne dans tout le pays en vue d'organiser un congrès. Le Congrès de l'Alliance se tient en juin 1955 à Soweto et réunit 3000 personnes : de toutes origines sociales (ouvriers, paysans, commerçants, étudiants, intellectuels), de diverses organisations (l'ANC, le Congrès du Peuple Métis, le Congrès indien d'Afrique du sud, le congrès des démocrates (Blancs), des syndicalistes, le SACP clandestin recréé la même année. L'ANC fédère l'ensemble de ces organisations derrière elle, et en devient la direction politique.

Ce congrès adopte un programme politique : la Charte de la liberté. C'est un programme démocratique bourgeois. Il revendique les droits politiques, la démocratie, la terre aux paysans. En préambule : « *Nous, peuples de l'Afrique du Sud, proclamons (...) : l'Afrique du Sud appartient à tous ceux qui y vivent, aux Blancs comme aux Noirs, et aucun gouvernement n'est justifié à prétendre exercer l'autorité s'il ne la tient de la volonté de tous. Notre peuple a été privé, par une forme de gouvernement fondé sur l'injustice et l'inégalité, de son droit naturel à la terre, à la liberté et à la paix (...). Notre peuple ne sera jamais ni prospère ni libre tant que tous nos peuples ne vivront pas dans la fraternité, ne jouiront pas de droits égaux, et que les mêmes possibilités ne leur seront pas données ; seul un État démocratique fondé sur la volonté de tous peut assurer à tous, sans distinction de race, de couleur, de sexe, de croyance, les droits qui leur reviennent de par la naissance ; c'est pourquoi nous, peuples de l'Afrique de Sud, Blancs aussi bien que Noirs, réunis comme égaux, compatriotes et frères, adoptons cette Charte de la Liberté. »*

Nelson Mandela, tenant à éviter toute proximité avec les idées socialistes, précise à propos de la charte sur la liberté : « *Dans le socialisme, les ouvriers ont tout le pouvoir d'État. Avec les paysans, ils possèdent les moyens de production, la terre, les usines et les entreprises. La Charte n'envisage pas de changements économiques et politiques aussi profonds. Sa déclaration "le peuple gouvernera" n'exprime pas le transfert du pouvoir à une seule classe sociale, mais à tout le peuple de ce pays : ouvriers, paysans, professions libérales ou petite bourgeoisie. »*

Une minorité de l'ANC refuse cette orientation. Elle refuse l'idée d'une société démocratique multiraciale. Robert Sobukwe, dirigeant de l'ANC de la même génération que Mandela, Tambo, etc., déclare en 1959 : « *politiquement, ce que nous voulons c'est un gouvernement des Africains pour les Africains, par les Africains (...)* ». Et de dénoncer l'« *alliance impie* », où les africains ne sont que « *des laquais, des valets de la classe dominante blanche et de la classe des marchands indiens* ».

Hostile à l'intégration des Blancs dans la direction de l'ANC, hostile à la présence et à l'influence du SACP, Robert Sobukwe quitte l'ANC pour fonder le Pan African Congress (PAC). La ligne politique du PAC, c'est le nationalisme noir. Son objectif : construire un État noir, et rebaptiser l'Afrique du Sud en « *Azania* ». Pour concurrencer l'ANC sur son propre terrain, alors que cette dernière organise une nouvelle campagne de défiance contre le port du pass qui doit démarrer le 31 mars 1960, le PAC appelle à la mobilisation dix jours avant cette date. Sobukwe appelle les Noirs à laisser leurs pass chez eux, et à manifester « *pacifiquement* » devant les commissariats de police.

À Sharpeville, la police tire sur les manifestants, tuant 67 personnes et en blessant près de 200. Le régime décrète l'état d'urgence et arrête 20 000 personnes dont 2 000 membres de l'ANC. L'ANC et le PAC sont interdits en vertu de la loi sur la répression du communisme. Les deux partis sont écrasés par la répression.

LES LUTTES DES ANNÉES 1950-1960

En 1956, avait été créée la SACTU, confédération syndicale qui réunit 100 000 membres. Un de ses premiers combats a été contre la loi qui interdit l'enregistrement légal des syndicats mixtes. Elle mène aussi une campagne pour un salaire minimum. À chaque fois, la mobilisation entraîne des milliers de travailleurs. La répression de l'État est très dure : entre 1960 et 1966, 160 militants de la SACTU sont condamnés à la prison, trois dirigeants sont exécutés.

En 1956 encore, la Ligue des femmes de l'ANC a organisé une campagne contre la proposition de loi qui oblige les femmes à porter un laissez-passer. La manifestation ayant été interdite, 20 000 femmes se sont rassemblées dans un amphithéâtre à Pretoria. Une pétition a porté 100 000 signatures. Mais le système de laissez-passer deviendra effectif en 1963.

C'est aussi une période de mobilisation pour les travailleurs agricoles. Ainsi, dans le Transvaal, en 1957, les ouvriers agricoles ont boycotté le ramassage de la pomme de terre et de maïs, pour dénoncer le système de travail forcé, par lequel les Africains sans emploi ou petits délinquants sont contraints de travailler dans des fermes, dans des conditions d'exploitation et de vie inhumaines. Le mouvement avait démarré après que des ouvriers agricoles aient été tabassés à mort par les « *gars du patron* ».

En octobre 1960, le régime a donc organisé son référendum - ouvert aux seuls Blancs - sur la séparation d'avec la Grande-Bretagne, et pour une République d'Afrique du Sud. Celle-ci est proclamée le 31 mai 1961. En réponse l'ANC clandestine organise un « *rester chez soi* » qui mobilise plusieurs centaines de milliers de travailleurs, d'étudiants et d'écoliers. Le

droit de grève étant interdit, le « *rester chez soi* » est l'expression employée pour signifier le refus de se rendre au travail. Le régime arrête plus de 10 000 personnes.

Les années 60 sont des années de mobilisation ouvrière et paysanne sur des revendications économiques et politiques. L'essence même de ce régime particulier qu'est l'apartheid fait que les combats sur le terrain économique, de la classe ouvrière comme de la paysannerie, prennent la forme d'une lutte politique violente. La classe ouvrière et la paysannerie noire sont doublement opprimées : l'exploitation économique se double d'une oppression politique et raciale.

L'année 1960 est marquée par la révolte paysanne dans le Pondoland (Transkeï). Les dirigeants du mouvement paysan organisent une manifestation de 50 000 personnes à Bizana, capitale du Pondoland, où ils présentent leurs doléances et revendications, en demandant une représentation au Parlement. Devant la répression, (police armée, hélicoptères et blindés), des zones entières passent sous le contrôle et l'administration d'Intaba (la Montagne), la direction paysanne du mouvement. Celle-ci s'oriente vers une résistance armée et s'adresse à l'ANC pour demander de l'aide : « *Dites à la direction que nous avons besoin d'armes* ».

Mais pour l'heure, et ce jusqu'à la fin de l'apartheid, l'ANC fait un choix politique : celui de ne pas armer les masses en lutte, de les laisser affronter la police et l'armée à mains nues. Autant dire de se laisser massacrer. Chaque manifestation, chaque explosion de colère dans les townships, chaque grève dans les mines ou dans l'industrie se solde par des dizaines de morts, des centaines d'arrestations avec son lot de tortures, de disparitions. L'ANC revendique ce choix d'organiser des actions de masses « *pacifiques* », laissant le monopole de la violence du côté du pouvoir blanc.

Et même lorsqu'en 1960 l'ANC met sur pied une organisation armée clandestine en vue de préparer des attentats, c'est en refusant de viser les personnes. Alors que, depuis le début du siècle, les responsables de l'État n'hésitent pas à faire tuer des militants ANC, communistes et autres, lors des manifestations, lors des arrestations, lors des interrogatoires. Voire en les assassinant, y compris en Europe ou aux Etats-Unis, comme Dulcie September, militante anti-apartheid assassinée en 1988 à Paris. L'ANC ne protège pas ses propres militants.

Utiliser un armement et mettre en place une force armée pose de nombreux problèmes aux opprimés. Nous avons dans l'histoire un nombre considérable de situations où une telle utilisation n'aura servi qu'à préparer la formation d'une future force séparée de la population, prête ainsi à la dominer, à former un nouvel État oppresseur. Cela a notamment été le cas de l'Algérie, dans sa lutte d'indépendance contre la France. Et d'une certaine manière, l'Armée rouge en URSS a également contribué à la bureaucratisation.

Mais si cela est sans aucun doute difficile, il est tout de même possible d'envisager une certaine forme de constitution d'une force armée qui reste au service de la population en lutte, qui lui est soumise, et qui ne présente pas le risque important de se mettre à se prévaloir justement de sa force, de son efficacité, pour créer un nouveau pouvoir. La Commune de Paris de 1871 a su profiter de ce qu'une partie même de la population parisienne était armée, pour organiser une résistance militaire. On peut aussi trouver dans l'expérience espagnole de 1936 des cas, limités mais réels, où la population a pu s'armer d'une manière restant révolutionnaire, c'est-à-dire avec un lien fort et sous la direction et la volonté de la population en lutte.

Cela veut dire, par exemple, des élections profondément démocratiques et renouvelées à tous les niveaux de l'organisation militaire. Au lieu que l'efficacité strictement militaire réclame au contraire une hiérarchie donnant des ordres venant du sommet, et une obéissance rigide à ces ordres. Cela veut dire encore que c'est la population elle-même qui doit décider des modalités d'action de sa force ainsi constituée : contre qui agir, avec quelles méthodes, quels objectifs, humains ou seulement matériels, civils ou militaires, etc.

De toute façon partie sur une voie strictement nationaliste et anti-communiste, l'ANC, confrontée à une violence incessante, va finir, elle aussi, à prendre le chemin « classique » du FLN algérien ou du Parti communiste vietnamien : celui d'une militarisation, embryon d'un futur appareil d'État.

LA MILITARISATION DE L'ANC, EMBRYON D'UN APPAREIL D'ÉTAT

En 1961, l'ANC met sur pied une organisation militaire clandestine : Umkhonto We Sizwe » (le Fer de Lance de la Nation, ou MK) dont le commandant en chef est Nelson Mandela. L'organisation de MK est surtout le fait de militants du SACP. Voici ce qu'en dit la revue éditée par Lutte Ouvrière : *« Son rôle doit être d'organiser des sabotages visant particulièrement les organes administratifs de l'apartheid ou encore des "cibles économiques", tel que des pylônes électriques par exemple. Les militants de SACP jouent un rôle décisif dans cette activité. De par leur formation, ils sont mieux préparés à ce type d'activité clandestine et disposent d'une organisation disciplinée et bien structurée, qui fait défaut à l'ANC. Et surtout, le SACP bénéficie, grâce à ses liens avec l'Union soviétique, de moyens importants en termes de financement, de formation et des contacts avec les mouvements nationalistes des pays voisins.*

« Le travail illégal renforce les liens entre le SACP et l'ANC. À la fin des années 60, le SACP joue un rôle si important dans Umkhonto weSizwe et dans l'appareil de l'ANC en exil dans les pays frontaliers de l'Afrique du Sud qu'il en constitue la véritable colonne vertébrale, au point d'assumer la direction de son ami militaire. De sorte que, dans les années 70 et au début des années 80, alors que les deux organisations existent principalement en exil, c'est le SACP qui fait la force motrice de l'ANC, une force complètement intégrée dans l'ANC et qui tend à en dominer la direction. » (LDC n°45 septembre-octobre 1999).

A propos du choix de la non-violence, voici ce qu'en dit Oliver Tambo, président de l'ANC : *« Pendant les décennies nous n'avons pas pensé que la violence pouvait jouer un rôle dans la lutte de l'ANC, jusqu'au moment où le parti national venu au pouvoir en 1948 est devenu physiquement violent. La réponse évidente était la violence, mais alors nous pensions que c'était peut-être ce qu'il souhaitait : se servir de notre violence pour rassembler les Blancs autour de lui.*

« Nous avons choisi sciemment, délibérément d'être non-violent et nous avons maintenu ce cap pendant les années 50. L'Afrique du Sud n'avait encore jamais connu un régime plus violent, mais nous nous en sommes tenus à notre politique de non-violence. Malheureusement, avec les années, la violence n'a cessé de grandir. Il y eut plus de police armée, avec des revolvers d'abord, puis des mitraillettes. Et puis en tanks. Les manifestations de femmes étaient réprimées par des tanks ! A l'approche des années 60, notre peuple se demandait : où va-t-on ? En 1960, alors que la direction de l'ANC continuait d'insister sur la

non-violence, la discipline, sur le fait qu'il fallait obtenir le soutien de l'électorat blanc, celui-ci continuait à soutenir le régime. Puis il y eut la fusillade de Sharpeville (67 noirs tués, 187 blessés). Même après cela nous avons poursuivi notre politique de non violence.

« En 1961, nous avons appelé à la grève pour protester contre la formation de la République d'Afrique du Sud, parce que le gouvernement n'avait pas répondu à notre appel de réunir une convention nationale. L'armée était mobilisée d'une façon que nous n'avions pas connue depuis la Deuxième Guerre mondiale, bien qu'il s'agissait d'une grève pacifique. Nous avons compris alors que l'armée avait quitté ses casernes et que nous avions atteint l'ultime étape de la non-violence. À partir du moment où l'armée était impliquée dans un conflit, nous ne pouvions plus poursuivre dans cette voie. La police ne suffisait plus. C'était une situation nouvelle.

« C'est alors que nous avons décidé de passer à la violence comme méthode de lutte. Nous étions encore attentifs. La règle absolue était que le sabotage n'impliquerait pas d'atteinte à des vies humaines. Nous avons conduit de nombreuses actions de sabotage, mais personne ne fut blessé. Nous avons toujours choisi nos cibles, de sorte à écarter toute possibilité de blesser quiconque. Cela se passait en décembre 1961. Je me souviens que le bureau à Pretoria d'un ministre d'État ne put être attaqué parce que celui-ci y était. À la fin, le bureau fut touché : le ministre n'y était pas. Nous avons fait en sorte qu'il en soit ainsi. C'est ainsi que nous avons travaillé. »

Durant les années 1960, l'ANC opère de nouveaux choix politiques, sous l'influence des luttes et des succès des organisations nationalistes dans le tiers-monde, à commencer par la victoire du FLN en Algérie. Lorsque l'ANC choisira de recourir au terrorisme individuel quelques années plus tard, ce sera contre des policiers noirs, contre des conseillers communautaires, contre d'anciens membres de l'ANC devenus témoins à charge dans les procès. Ou encore contre des militants et dirigeants d'organisations concurrentes noires.

En 1962, Mandela se rend à Addis-Abeba à une conférence, ancêtre de l'OUA. Il rencontre de nombreux dirigeants africains dont Ben Bella et Boumédiène. *« En discutant avec les dirigeants de mouvements politiques africains, j'ai découvert que pratiquement chacun d'entre eux, dans les régions qui n'avaient pas encore obtenu l'indépendance, avait reçu toutes sortes d'aides des pays socialistes aussi bien que des pays occidentaux, y compris un soutien financier. J'ai aussi découvert que certains États africains bien connus, tous non communistes et même anti-communistes, avaient reçu une aide identique. J'ai fortement recommandé à l'ANC de ne pas nous confiner à l'Afrique et aux pays occidentaux, mais d'envoyer également une mission dans les pays socialistes, afin de collecter les fonds dont nous avons tant besoin. Je commençais à étudier l'art de la guerre et de la révolution et subir un entraînement militaire »* (en Algérie).

Mandela passe aussi des accords *« pour que nos recrues reçoivent aussi un entraînement militaire (...). Le premier contingent de recrues arriva au Tanganyika juste au moment où je traversais ce pays pour rentrer en Afrique de Sud »*. Lorsqu'il rentre en Afrique du Sud, il est arrêté et condamné à 5 ans de prison.

L'ANC se militarise donc : à l'intérieur du pays avec MK, et à l'extérieur du pays en implantant des camps d'entraînement militaire pour former non des militants mais des soldats. Ce faisant l'ANC choisit comme appui pour conquérir le pouvoir, non pas d'organiser et

d'armer la population, mais de constituer une armée sous son contrôle, coupé des masses populaires, à l'extérieur du pays.

Un évènement accélère le processus : le 11 juillet 1963, à Rivonia près de Johannesburg, la police arrête 8 dirigeants de MK : Walter Sisulu, Govan Mbéki, Ahmed Kathrada, Raymond Mahlaba, Rusty Bernstein, Denis Goldberg, Elias Motosoaledi et Andrew Mlangeni. Mandela est alors sorti de sa prison pour comparaître au procès. Tous sont condamnés à perpétuité (à l'exception de Rusty Bernstein, acquitté) et conduits secrètement à la prison de Robben Island (à l'exception de Denis Goldberg emprisonné à Pretoria car blanc).

C'est toute l'organisation intérieure clandestine de l'ANC qui est détruite. Tous les dirigeants de l'ANC sont soit en prison, soit en exil. C'est alors à la « *mission externe* » d'assumer la direction du mouvement. En 1967, la conférence de Morogoro en Tanzanie donne « *un nouveau cadre et une nouvelle structure* ». « *L'organisation fut constituée pour entreprendre de manière professionnelle (...) la reconstruction interne et la propagande, pour organiser le commencement de véritables opérations de guérilla et le retour de nos hommes entraînés pour former le noyau de la force armée* ».

La décolonisation et les luttes de libération nationales gagnent du terrain dans le monde entier. En Afrique australe, en 1964, la Rhodésie du Nord accède à l'indépendance et devient la Zambie, tandis que le Nyassaland devient le Malawi. L'Etat major de l'ANC sera d'ailleurs basé à Lusaka en Zambie. Le dirigeant de la Rhodésie du Sud, Ian Smith, inquiet pour son pays, s'allie en 1965 avec l'Afrique du Sud pour retarder l'échéance. Il faudra attendre 1980 pour que la Rhodésie du Sud soit indépendante pour devenir le Zimbabwe. Entre 1966 et 1968, ce sont le Lesotho, le Swaziland et le Botswana, administrés par les Britanniques, qui deviennent indépendants. En 1975, deux rébellions nationalistes soi-disant d'orientation marxiste, le FRELIMO au Mozambique, le MPLA en Angola, chassent les Portugais après plusieurs années de guérilla.

L'ANC passe des alliances avec les uns et les autres de ces mouvements nationalistes qui ont choisi la lutte armée, et les soutient politiquement et militairement. En 1967, les cadres de l'ANC sont envoyés en Zambie pour apporter un soutien militaire contre le régime de Ian Smith. L'ANC établit des camps d'entraînement et des bases arrière dans le sud de l'Angola, au Lesotho, au Swaziland, au Mozambique et en Ouganda. L'organisation en exil se constitue en un véritable appareil d'État au stade embryonnaire. En Angola et en Tanzanie, elle administre de grandes régions dotées d'écoles, d'hôpitaux, d'usines, de fermes, d'une police et de prisons. Elle y a son gouvernement, et des « *ambassadeurs* » dans des dizaines de pays. A la fin des années 1970, après les émeutes de Soweto, elle se constituera une véritable armée, grâce au flot de jeunes venus à la politique lors du soulèvement.

L'ANC, comme la plupart de ces organisations politiques, est un parti démocratique bourgeois dont l'objectif est de chasser les puissances coloniales et impérialistes, de prendre le pouvoir par les armes. Ces partis, leurs guérillas, constituent de fait des embryons d'appareil d'État coupés de la population, en particulier des pauvres, même si ceux-ci peuvent y trouver un soutien moral, politique, logistique. Ils peuvent aussi prendre la tête de révoltes populaires et s'en servir pour manœuvrer dans leur conquête du pouvoir.

A cette époque, où l'URSS a pu se glorifier de sa victoire contre l'Allemagne nazie, et où elle a étendu son influence en Europe par l'instauration d'une série d'États « glacis », il est

de bon ton pour ces organisations de se présenter comme marxistes, socialistes, populaires, bref avec toute une phraséologie pseudo émancipatrice, et en arborant des symboles empruntés au mouvement ouvrier : drapeau rouge, étoiles, hymne (Internationale), etc. Toutes choses qu'ils abandonnent bien vite d'ailleurs, une fois arrivés au pouvoir.

Cette phraséologie socialiste satisfait et reflète le soutien politique et financier qu'ils obtiennent des deux États issus de révolution, l'une ouvrière, l'autre paysanne, l'URSS stalinienne et la Chine maoïste, même si leurs régimes se sont mués en régimes dictatoriaux au service d'une bureaucratie d'État. Ces pays trouvent dans ces mouvements et ces guérillas un moyen d'étendre leurs zones d'influence, de gêner l'impérialisme qui leurs mène une « *guerre froide* » depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. De nombreux pays dominés deviennent ainsi le lieu d'affrontements militaires indirects entre pays impérialistes d'un côté, URSS et Chine de l'autre. Mais pour les populations, bien qu'ils aboutiront presque partout à l'obtention des indépendances, ces conflits seront aussi l'occasion d'aiguiller les révoltes sur la voie militaire, accélérant la construction d'appareils prêts à former un État bourgeois, une autre forme d'oppression.

L'AZAPO, CONCURRENT INSUPPORTABLE POUR L'ANC

En Afrique du Sud, les années 1970 sont marquées par une remontée des luttes ouvrières et de la jeunesse. Fin 1971, 20 000 travailleurs namubiens sous contrat se mettent en grève. Les vagues de grèves se multiplient et s'amplifient jusqu'en 1974. Tous les secteurs sont touchés : l'industrie minière, les transports, les communications, la production agricole, le commerce.

Et puis, il y a la jeunesse noire, estudiantine et écolière. En juin 1976, le ministère de « *l'éducation bantu* » veut faire de l'afrikaans la langue d'enseignement obligatoire de certaines matières dans les écoles noires. Ce qui provoque la révolte des jeunes noirs, une révolte explosive. Le 16 juin 1976, une manifestation à Soweto d'une quinzaine de milliers d'entre eux est brutalement réprimée. Les émeutes se propagent comme une traînée de poudre à travers le pays. Pas moins de 160 townships connaissent des soulèvements. Le bilan après plusieurs mois d'émeutes est d'au moins 600 morts dans tout le pays.

L'ANC est pris de court par les événements, pour ne pas dire totalement dépassé. Ses principaux leaders dans le pays sont en prison. Sa direction est en exil. Son intervention dans le pays durant les années 1970 consiste essentiellement en actions de sabotage (voies ferroviaires, installations industrielles, attaques visant des bâtiments publics), ou en attaques de commissariats de police et de bases militaires à l'arme lourde.

Les militants des révoltes de la jeunesse en 1976, ce sont ceux de la « *Conscience noire* », « *the Black Consciousness Movement* ». C'est Bantu Stephen Biko qui, en 1972, s'inspirant du Black Power des Noirs américains et des nationalismes africains, fonde le mouvement de la conscience noire. Au moment de la révolte de Soweto, son nom est sur toutes les lèvres. C'est lui que toute une génération considère comme son leader. D'ailleurs, les militants ANC sont en proie aux critiques des jeunes de la conscience noire qui les rejoignent en prison. Il n'en reste pas moins que l'ANC enregistre un afflux massif de volontaires et de militants voulant s'enrôler dans MK, rejoignant les camps d'entraînement en Angola et au Mozambique.

Steve Biko est arrêté en août 1977, et meurt de torture en détention. La police démantèle les 18 cellules du mouvement et arrête les cadres du mouvement. Les survivants fondent un nouveau parti : l'AZAPO. Pendant plusieurs années, c'est l'AZAPO qui tient le flambeau de la révolte noire. Jusqu'au début des années 80. Avant que l'ANC ne lui déclare la guerre.

Rian Malan, dans *Un Cœur de Traître*, raconte : « *L'ANC demeurerait (...) le plus ancien des mouvements de libération des Noirs, et surtout le plus habile. Pour ne rien perdre de sa suprématie, il commença à courtiser les étudiants qui soutenaient les disciples de Biko. Puis, pour rogner les ailes de la légende du grand leader, l'ANC apprit aux recrues qui s'entraînaient dans ses camps de l'Angola ou d'Allemagne de l'Est, que le prophète martyr Biko, était en réalité un agent de la CIA. Au début des années 80, l'ANC réinstalla une antenne en Afrique du Sud, sous la forme de l'UDF qui prit Nelson Mandela pour leader (...).* »

L'UDF (United Democratic Front) est en effet lancé en 1983 par l'ANC, sous la forme d'une large coalition d'associations locales d'entraides, de syndicats, d'organisations religieuses, dont le secrétaire général est l'évêque Desmond Tutu. C'est en fait la vitrine légale de l'ANC.

« *L'UDF-ANC disposait d'atouts considérables : une cause juste, un martyr vivant pour leader, un évêque catholique en guise de porte parole est une option politique qui ne pouvait que séduire les médias occidentaux : l'antiracisme. (...). Cette nouvelle analyse séduisit les journalistes étrangers et, par leur entremise, les églises et les gouvernements occidentaux qui débloquent des fonds pour payer organisateurs, ordinateurs, t-shirts, bureaux, tracts et campagnes politiques. L'UDF (...), en l'espace de quelques mois, (...) prit un essor considérable, éclipsant ainsi l'AZAPO. (...) D'idéologique, la guerre devint effective.* »

En 1985, le sénateur Ted Kennedy est invité par l'ANC et l'évêque Desmond Tutu à venir en Afrique du Sud. L'AZAPO, qui tient Soweto, lui refuse l'entrée de la ville. « *Un tel affront ne pouvait être admis (...), et il y eut de violents affrontements. En dépit d'une piètre image médiatique, sur le terrain l'AZAPO était capable de tenir tête à tout le monde. L'organisation avait suffisamment de pouvoir pour interdire à Kennedy l'accès de SOWETO. Le sénateur libéral venu en Afrique du Sud pour soutenir la lutte des Noirs ne put mettre le pied dans la plus grande ville noire d'Afrique, dont la population menaçait de le malmenier. Cette visite de propagande fut un fiasco complet et le point de départ des hostilités ouvertes entre l'AZAPO et l'UDF.*

« *Quelques mois plus tard, radio Freedom, voix clandestine de l'ANC émettant du fin fond de l'Afrique, appelait ses partisans sud-africains à éliminer "la troisième force", une expression qui dans les rues semblaient faire référence à tous ceux qui n'avaient pas prêté allégeance à l'ANC et à Nelson Mandela : les modérés, les tribalistes, les « laquais » de l'apartheid, et traîtres, les indices et les disciples de Biko.*

« *Dans l'Easten Cap, où Biko avait vécu et œuvré pour sa cause, l'AZAPO "avait pour ainsi dire cessé d'exister" (...). A Queenstown et à Huitnhage, ses membres furent chassés et l'on incendia leurs maisons. À Port Elizabeth, où mourut Biko, le secrétaire régional du parti, qui avait repris le flambeau, fut tiré de force de son lit d'hôpital par une foule en colère qui l'acheva d'un coup de couteau sur le trottoir, en plein jour. Dans la région industrielle du*

Vaal Triangle, les townships étaient divisés entre les deux mouvements rivaux. Il est difficile d'établir de façon précise le bilan de cette guerre Biko-Mandela, ses victimes se perdant dans les statistiques des carnages quotidiens. Vint un jour où les leaders de l'AZAPO ne furent plus en sécurité nulle part, pas même à l'abri de leurs propres bastions. »

Rian Malan raconte comment Soweto vit cette guerre. La jeunesse se divise en deux camps : les Zim-zim et les Wararas. Les Zim-zim sont les partisans de Biko dont l'arsenal idéologique regorge de mots en « *isme* » : socialisme, capitalisme, racisme, colonialisme. Les Wararas sont ceux de Mandela, surnommés ainsi par les Zim-zim car cela signifie « *où-où ?* » en Afrikaans, comme quelqu'un qui erre dans les ténèbres en criant : où-où ? . Les Wararas commencèrent à expulser les Zim-zim des écoles de leur territoire. Ceux qui n'abjurèrent pas leurs opinions furent battus à mort, ou s'enfuirent. L'AZAPO se désintégra.

MANDELA, LA FABRICATION D'UNE ICÔNE

Dans les années 80, l'ANC décide de personnaliser la lutte contre l'apartheid en faisant de Nelson Mandela l'icône du combat contre le régime d'apartheid. L'ANC lance une vaste campagne pour la libération de Mandela, campagne relayée dans les pays occidentaux (Mandela day, concerts géants à Wembley).

Winnie Madikizela-Mandela, son épouse, conquiert une formidable popularité auprès de la jeunesse, même si son Mandela United Football Club est un gang qui pratique le viol, le rapt et le meurtre. Rian Malan raconte l'histoire de deux jeunes adolescents, séquestrés et torturés par les hommes de Winnie Mandela. L'un deux grava sur le corps d'un des jeunes un « *M* » pour Mandela, et le slogan « *vive l'ANC* » sur sa cuisse. Il y a aussi Stompie Mokhetisie Seipie, un jeune militant anti-apartheid de 14 ans retrouvé torturé, égorgé, après avoir été capturé par les hommes de Winnie Mandela.

L'UDF-ANC lance en 1984 de grandes manifestations dans le Witwatersrand, ainsi que des campagnes de boycott, accompagnées de règlements de comptes d'informateurs du régime mais aussi de militants politiques d'organisations adverses dans les townships. Les militants de l'ANC leur font subir le « *Necklacing* », le supplice du pneu enflammé. L'ANC fait aussi le ménage dans son propre camp, puisque la police interne de MK, que dirige Jacob Zuma (futur président de l'Afrique du Sud post-apartheid), réprime brutalement des mutineries dans ses camps en Angola, éliminant toute opposition remettant en cause la politique et les méthodes de MK.

« RENDRE L'AFRIQUE DU SUD INGOUVERNABLE » (ANC)

La situation politique va devenir incontrôlable pour le régime. En 1986, la loi martiale est décrétée dans tout le pays. Voici la description qu'en fait Rian Malan : « *Sebokeng fut la première township à s'embraser, en septembre 1984. Botha dut y envoyer l'armée afin d'étouffer la rébellion mais les émeutes ne tardèrent pas à se propager dans les townships voisines. Bientôt, toutes celles du triangle industrialisé du Vaal brûlaient ; puis le feu gagna l'est du Cap, les villes de Port Elisabeth et d'Uitenhage, et les districts de la campagne. Des questions relativement mineures, telles que la flambée des loyers ou les sévices infligés aux écoliers, provoquaient des manifestations en masse se terminant en bataille rangée entre les jeunes Noirs et la police, qui n'envisageait pas d'autres moyens pour maîtriser les rebelles*

que de leur tirer une balle entre les yeux. L'enterrement des martyrs donnait lieu à des funérailles massives qui se changeaient à leur tour en manifestations. Les victimes se multipliaient, les obsèques aussi. Tel un feu de brousse, ce déferlement de violence menaçait d'engloutir le pays tout entier.

« L'agonie de l'Afrique du Sud fut l'occasion d'image saisissante. De jeunes noirs dansant tel des derviches sur fond de flammes et de fumée. Les forces de police surgissant à l'horizon dans leurs machines de guerre infernales, hérissées de casques et de fusils. Le sifflement des fouets, les visages blancs aux sourires narquois, le sang ruisselant sur la peau noire. Les volées de balles meurtrières et les corps noirs s'affaissant dans la rue. Vous avez dû les voir à la télévision, aux informations, soir après soir, pendant des mois. Les victimes se comptèrent bientôt par centaines puis par milliers.

« La grande révolte antiapartheid du milieu des années 80 faisait rage depuis 21 mois. Des centaines de milliers de noirs avaient reçu des bombes lacrymogènes au cours d'affrontements avec la police, et une dizaine de milliers d'entre eux, au moins, avait été blessés par des balles en caoutchouc, des fouets ou de la grenaille. On avait dénombré quelque 1650 morts et l'on avait procédé à 11 600 arrestations pour "violences publiques" et autres délits similaires. Sans oublier 18 500 incarcérations de durée variable conformément aux règles de sécurité en usage ou liées à un état d'urgence.

« Dans les townships, les camarades (de l'ANC) avaient démolé à coups de cocktail Molotov 7710 bus, incendié 1447 écoles et 985 entreprises appartenant à des Noirs. Ils avaient aussi brûlé 46 églises, 26 cliniques, 60 mairies, 3920 maisons individuelles, et immolé par le feu un nombre inconnu de collaborateurs, de rivaux, de dissidents et d'informateurs. L'insurrection s'était propagée dans les quatre provinces du pays, et l'on avait assisté à des déchaînements de violence dans plusieurs homelands tribaux. La plupart des écoliers et des étudiants noirs n'avaient pas vu l'intérieur d'une salle de classe depuis au moins trois ans. Les affaires des Blancs avaient sérieusement pâti des campagnes de boycott. Leur industrie avait subi le contrecoup des grèves – plus de 400 arrêts de travail au cours des six premiers mois 1986, soit une perte totale de 500 000 journées de travail et des millions de rands au niveau de la production.

« Dans un grand nombre de township, les locataires avaient cessé de payer leur loyer, l'eau, l'électricité, et la plupart des municipalités étaient au bord de la faillite. Le plus souvent, les autorités locales avaient déserté leurs fonctions. Lorsqu'elles étaient assassinées sous prétexte de « collaboration », elles étaient remplacées par des « structures populaires » contrôlant des zones quasi libérées rebaptisées Cuba, Azanie ou Russie. Quant aux rares maires noirs ayant échappé au massacre, ils étaient devenus de véritables seigneurs de la guerre, maintenus au pouvoir grâce au "nerfs de bœuf".

« En 1985, l'ANC et l'UDF avec pour slogan : "rendre l'Afrique du Sud ingouvernable" », et ils y étaient pratiquement parvenus... dans les townships, mais pas ailleurs. L'Afrique du Sud blanche était en train de perdre le contrôle de l'Afrique du Sud noire. »

Les années 1980 sont aussi une période d'explosion sociale. Les mobilisations ouvrières sont quasi permanentes, avec des vagues successives de grèves spontanées et l'émergence de nombreux syndicats. En 1984, 45 000 mineurs font grève sur des revendications salariales. Le conflit est marqué par des batailles rangées avec la police, qui

fait 9 morts parmi des grévistes, et mène le pays au bord de la grève générale. De nombreux syndicats s'unissent pour former la FOSATU (fédération des syndicats sud-africains), précurseur de la COSATU.

Ces événements se produisent en-dehors du contrôle de l'ANC et du SACP. La nouvelle génération de militants ouvriers prend conscience de la force que représentent les luttes collectives. Par ailleurs, ils estiment avoir peu de choses en commun avec les « *professeurs* ». On les appelle les « *ouvriéristes* ». L'ANC et le SACP devront par la suite entreprendre de conquête de la FOSATU, l'éviction des « *ouvriéristes* » pour reprendre le contrôle des luttes ouvrières.

LE SOUTIEN INTERNATIONAL TOURNE LE DOS À L'APARTHEID

Un événement majeur va sceller le sort de l'apartheid, c'est l'effondrement de l'URSS en 1989. La guerre froide se termine. Et la place que jouait cette Afrique du Sud n'a plus lieu d'être. Les puissances occidentales, États-Unis en tête, ont reconnu, soutenu, ce régime détestable tant qu'ils ont pu, car il est aussi un moyen efficace, à leurs yeux, pour contrer tout développement du camp dit communiste. Mais c'est aussi l'évolution même du régime de l'apartheid, qui semble devenu au fil des années 1980 incapable de rétablir l'ordre, qui est en cause à leurs yeux.

La situation paraît en effet devenir incontrôlable à l'intérieur du pays. Une guerre civile que les dirigeants de l'État sud-africain ne parviennent plus à enrayer : état d'urgence, répression des grèves et manifestations par l'armée avec tanks et fusils, tortures, assassinats. Rien n'y fait. La jeunesse des townships défie continuellement la police et l'armée. Les mobilisations ouvrières sont quasi permanentes, avec des vagues successives de grèves spontanées et l'émergence de nombreux syndicats. Les habitants des townships, et d'autres jusque dans les Bantoustans des provinces, chassent les dirigeants appointés par le régime et contrôlent eux-mêmes les territoires. Et une bonne partie de ces événements se produit en-dehors du contrôle de l'ANC et du SACP.

Parmi les puissances impérialistes, qui ont longtemps soutenu ce régime, on considère de plus en plus qu'il faut en finir, car il représente une menace pour la stabilité politique et économique de la région. Dans cette région et sur ce continent, secoués par les luttes anti coloniales, anti-impérialistes, elles ont soutenu politiquement le régime raciste des Afrikaners pour contrer l'URSS qui, de son côté, soutenait systématiquement les mouvements de libération (notamment en Angola et au Mozambique). Elles ont fait de l'Afrique du Sud un rempart majeur contre le communisme dans la région, un bastion pro-occidental avec la Rhodésie (dirigé par une minorité blanche) et le sud ouest africain (sous mandat sud africain, avec un régime d'apartheid).

Mais dès les années 1980, l'URSS multiplie les signes de faiblesse. Dans ce contexte de fin de la guerre froide, la situation intérieure de révolte permanente pose un problème politique à l'impérialisme. Car l'apartheid est un régime qui présente la spécificité qu'exploitation (ou plutôt surexploitation) économique et oppression politique se confondent. Toute lutte économique, inévitable dans tout contexte capitaliste, présente immédiatement une face politique. Inconvénient que l'on ne retrouve pas dans les régimes de la démocratie bourgeoise habituelle. Et inversement, toute lutte, politique, contre les principes de l'apartheid, a des implications économiques et trouve une écoute élargie sur ce terrain.

Or, nous sommes là dans le pays le plus industrialisé et le plus riche du continent (avec l'Algérie). Avec une classe ouvrière nombreuse, organisée, combative, avec une histoire de 50 ans de luttes. Avec un prolétariat agricole qui lui aussi a un passé de lutte. Et une population des townships, des femmes, des jeunes, qui eux aussi ont appris à résister, à se battre, à s'organiser. La population noire toute entière est devenue une force potentiellement révolutionnaire.

Le régime d'apartheid devient aussi dangereux pour les intérêts de l'impérialisme anglais et américain présents dans le pays, et responsables de la stabilité de l'ordre bourgeois dans le monde. Il est également dangereux pour le capitalisme sud-africain lui-même, les grandes sociétés minières et industrielles du pays, qui voient leurs intérêts menacés par le climat de guerre civile permanente qui règne dans le pays.

RÉFORMER L'APARTHEID EN SAUVANT LE CAPITALISME

Il s'agit donc de réformer le régime de l'apartheid tout en conservant le contrôle de cette transformation. Il s'agit de le démanteler, tout en laissant intacte l'organisation sociale et économique capitaliste, en préservant les bases de l'ordre bourgeois. Pour cela, les dirigeants de l'État sud-africain, ceux-là même qui ont mis en place le régime, qui l'ont défendu avec acharnement, qui ont façonné une société bâtie sur l'injustice, la violence et la haine, vont devoir défaire ce qu'ils ont fait, vont devoir accepter de partager le pouvoir et une partie de la richesse du pays avec les Noirs, et vont devoir faire accepter cela aux Blancs qui en ont profité.

Les dirigeants de l'État sud-africain vont devoir reconnaître et négocier avec l'ANC. Et partager le pouvoir. L'ANC, organisation nationaliste bourgeoise, représentent depuis toujours la petite bourgeoisie noire. Et celle-ci ne désire qu'une chose : s'intégrer dans la société telle qu'elle est. Et participer de manière responsable à la direction politique du pays. Et permettre à une petite ou moyenne bourgeoisie noire de pouvoir développer ses affaires. Pour les dirigeants sud-africains, l'ANC c'est aussi la seule organisation qui soit en mesure de contrôler la révolte des pauvres, de la juguler.

C'est l'Anglo-American, le plus puissant groupe minier du pays, qui prend l'initiative de la première rencontre publique avec l'ANC illégale, en 1985. Quelques mois plus tard, elle proteste avec d'autres grandes compagnies contre les procès intentés aux dirigeants syndicaux, en défendant l'idée d'un changement nécessaire dans la politique du régime. En 1985, des émissaires du gouvernement se rendent en prison pour établir un premier contact avec Nelson Mandela.

Le 12 juin 1986, le président Pieter Botha fait un discours à la télé pour annoncer qu'il va procéder à des réformes importantes. S'adressant aux Noirs, il déclare : « *Du fond du cœur, je vous demande de vous associer à l'avenir* ». « *Une nouvelle ère de libertés a commencé* ». À l'adresse des Blancs, il lance cette injonction : « *Adaptez-vous ou mourrez. Que votre esprit raisonne votre cœur* ». Botha accorde une reconnaissance officielle, limitée, aux syndicats noirs. Il met un terme à un projet de « *grand apartheid* ». Il reconnaît aux Noirs le droit d'être des résidents permanents des villes blanches, et d'être propriétaires de terrains et de maisons dans les townships.

Les discussions entre l'État et l'ANC, d'abord secrètes, s'intensifient à partir de 1988 jusqu'à une rencontre avec Pieter Botha en juillet 1989. En octobre de la même année, tous les dirigeants historiques de l'ANC et du SACP sont libérés, à l'exception de Mandela – sans doute pour en faire un futur héros - qui le sera quatre mois plus tard. Oliver Tambo, qui représente la direction de l'ANC en exil, reçoit lui aussi à Londres ou à Lusaka, des délégations d'hommes d'affaires sud-africains et du gouvernement pour préparer la succession du régime.

En 1989, Frederik de Klerk succède à Pieter Botha. Il prononce le 2 février 1990 le « *discours du Rubicon* », dans lequel il annonce qu'il va en finir avec l'apartheid, et légaliser l'ANC et le SACP. En 1991, la plupart des lois sur l'apartheid sont abrogées. On met sur pieds une convention, la CODESA (Convention for a Democratic South Africa) qui réunit les différentes forces politiques et le gouvernement pour des négociations sur l'après apartheid. Ces négociations vont durer cinq ans. Un des négociateurs de l'ANC est Cyril Ramaphosa, secrétaire général du NUM (National Union of Mineworkers). Cyril Ramaphosa deviendra Président de la République d'Afrique du Sud en 2018. La CODESA rédige une constitution provisoire qui réforme les institutions politiques, avec notamment la mise en place d'un parlement multiracial et l'éventualité qu'un président noir puisse être élu.

Ces cinq années d'après négociations ne sont pas exempts d'affrontements et de rapports de forces que la population paie chèrement. En 1990, Buthelezi fait de l'Inkatha un parti national : Inkhata Freedom Party (IFP). Il veut lui aussi peser pour obtenir sa part de pouvoir. Les milices armées des uns et des autres s'affrontent dans les townships en des raids meurtriers. En 1992, le climat de terreur atteint son apogée avec la tuerie du 17 juin au cours de laquelle 45 habitants du township de Boipatong, dans le triangle du Vaal, sont massacrés par un commando de l'IFP, avec probablement la complicité des forces de l'ordre. (En juillet 1991, « l'Inkhatagate » a révélé que le l'IFP a bénéficié de l'assistance militaire et de financements de la part du gouvernement). Cinq jours avant le scrutin de 1994, Buthelezi accepte de participer aux élections.

LES ÉLECTIONS DE 1994

Les premières élections démocratiques bourgeoises en Afrique du Sud ont lieu en avril 1994. L'ANC les remporte avec 63% des voix. Le Parti National – qui représente l'ancien pouvoir - obtient 20%, l'Inkhata 10%. Sous prétexte des difficultés d'une organisation de dernière minute, l'ANC proclame l'Inkhata vainqueur des élections au KwaZulu-Natal. Cela, en dehors de tout comptage des bulletins de vote. Tandis que le Western Cape est dévolu au Parti National. C'est un véritable partage territorial qui est ainsi manigancé, par-delà l'expression des bulletins de vote.

Nelson Mandela est élu président de la République. Thabo Mbeki et Frederik de Klerk sont vice-présidents. Un gouvernement d'Union nationale est formé. 26 postes sur 39 vont à l'ANC, 9 au PN, et 4 à l'Inkhata, dont Buthelezi à l'Intérieur.

Si des Noirs ont pris le pouvoir politique, l'appareil d'Etat, celui de l'apartheid est maintenu dans sa totalité. Les fonctionnaires de l'ancien régime ont reçu la garantie de rester en place durant 5 ans. L'armée, la police sont rebaptisées. En janvier 1995, un accord secret révèle que l'immunité a été accordée à 3500 policiers. Pour autant administration, justice, armée et police sud-africaines doivent intégrer des Noirs. Ce qui ne se fait pas sans difficultés.

En 1994, 10 000 nouvelles recrues noires de l'armée, dont des anciens de MK, refusent de réintégrer les casernes et demandent la démission de Joe Modise, ministre de la Défense, commandant de MK pendant 35 ans. En 1995, des mutineries se multiplient dans les commissariats. À Soweto, une centaine de policiers noirs affrontent les brigades anti-émeute blanches. En cause, un racisme virulent auquel sont en butte soldats et policiers noirs.

LA COMMISSION VÉRITÉ RÉCONCILIATION

Mais il ne suffit pas de replâtrer, en noir, l'appareil d'État, c'est toute la société qu'il faut aussi recoller. L'Afrique du Sud est tout sauf une nation. Mais comment faire pour liquider le passé, faire oublier à la population noire les humiliations, les massacres perpétrés par l'État blanc, et aussi les atrocités commises par les commandos de l'ANC ou ceux de l'Inkhata ? Comment faire croire à ces populations systématiquement opposées pendant un demi siècle et plus, qu'aujourd'hui c'est différent, que les dirigeants politiques noirs ou blancs vous représentent vraiment ?

Les anciens et les nouveaux responsables de l'ordre bourgeois n'ont pas vraiment le choix. Il faut absolument copier tous les aspects formels d'une démocratie bourgeoise européenne, pour au moins faire illusion, gagner du temps, laisser les uns et les autres trouver leur nouvelle place, sans jamais risquer de laisser un vide politique, où une population pourrait bien en profiter pour s'organiser en dehors de tout cadre établi d'en haut.

D'abord, ils redécoupent le pays, réintègrent les homelands, rebaptisent les régions et les villes avec des noms « *africanisants* » pour effacer l'histoire coloniale. Ensuite, ils rédigent une Constitution qui proclame : « *Nous, peuple d'Afrique du Sud* » (« *peuple* » au singulier, ce qui relève de la fiction), et qui reconnaît 11 langues officielles, créées et fixées par l'apartheid lui-même. Ils adoptent aussi un hymne national qui combine deux couplets (en xkosa et en sotho) du chant *Nkosi sikelel'iAfrika* (« *le Seigneur bénisse l'Afrique* »), chant de résistance à l'apartheid, et deux couplets (l'un en afrikaans, l'autre en anglais) de *Die Stem van Suid-Afrika !* (« *l'appel/la voix de l'Afrique du Sud* »), l'hymne bilingue de l'Afrique du Sud blanche. Ils transforment la fête nationale des Afrikaners, le « *Jour de l'Alliance* », commémorant la bataille de bloedriver du 16 Décembre 1838, bataille où 3000 Zoulous sont tués alors qu'aucun boer n'est tombé, et en font la « *fête de la Réconciliation* » ; et une place est faite aux morts noirs, anglais, coloured, indiens et khoisans, permettant aux uns et aux autres de pouvoir se recueillir lors de cérémonies civiles.

Mais, comme le dit l'archevêque Desmond Tutu, avant de pouvoir célébrer « *la nation arc-en-ciel* », il faut « *refermer le chapitre du passé* ». C'est la tâche qui lui est dévolue puisqu'il est nommé président de la Commission Vérité et Réconciliation. S'inspirant de l'exemple chilien de 1990, du retour à la démocratie après la dictature sanglante de Pinochet dans le pays, le Parlement met en place en 1995 une juridiction spéciale : la Commission Vérité et Réconciliation (*Truth and Reconciliation Commission, TCR*). Il s'agit de permettre aux assassins et tortionnaires du régime de l'apartheid de pouvoir bénéficier d'une amnistie pénale en échange de la « *confession* » de leurs exactions devant la commission et les victimes ou les familles de victimes, à condition de ne rien omettre de leurs crimes dans leur déposition, et de prouver qu'ils ont agi sur ordre de leur hiérarchie tout en croyant servir un « *objectif politique* ».

Les pires atrocités de l'apartheid sont ainsi révélées dans tous les détails : tortures, viols, disparitions, exécutions sommaires, centres d'exécutions, lieux d'inhumation, chaînes de commandement. La TCR a ainsi auditionné quelques 20 000 victimes et leurs bourreaux. Lorsque la tension devenait trop forte durant les sessions, Tutu faisait entamer des hymnes. Sur plus de 7000 demandes d'amnistie, 1 300 ont été accordées. Si la Commission peut amnistier, elle ne peut nullement condamner. Elle ne peut non plus contraindre à venir témoigner devant elle. Pieter Botha et certains responsables politiques de l'Inkhata n'ont jamais répondu aux assignations.

Lorsqu'en 2002, plusieurs plaintes sont déposées par des victimes à New York contre des banques suisses et allemandes, des multinationales comme IBM, British Petroleum, Exxon, Ford ou Total parce que ces victimes les considèrent complices du régime qu'elles ont financé et équipé, le gouvernement intervient auprès de la justice new-yorkaise pour que les plaintes soient rejetées. Thandi Shezy, ancienne membre de la branche armée de l'ANC témoigne : « *j'ai été arrêtée, torturée, violée par mes geôliers. Jamais ils ne m'auraient retrouvé sans le système informatique IBM et sans l'essence que BP fournissait à la police* ».

Les conclusions de la TCR sur le sujet sont les suivantes : « *le monde des affaires a grandement bénéficié de l'ère de l'apartheid (...) et a une obligation morale à aider à la reconstruction et au développement en Afrique du Sud* ». La réponse du ministre de la Justice, Penuell Maduna, au moment de l'action en justice des victimes, est plus sèche : il explique que ce procédé n'est pas dans la tradition de « *la nouvelle* » Afrique du Sud, qui « *a su éviter la guerre civile en faisant des compromis. Le monde entier, l'Histoire, ont déjà juger l'apartheid. On ne va pas recommencer* ». « *Nous sommes partie prenante de la globalisation, les investisseurs attendent des bénéfices et la protection de leurs investissements. La croissance économique sera la réparation des torts causés par l'apartheid* ».

LES DIAMANTS NOIRS

C'est à partir du milieu des années 1990 qu'une petite bourgeoisie et une moyenne bourgeoisie d'affaires noires se constituent. À commencer par les dirigeants syndicaux noirs qui se lancent sans vergogne dans les affaires avec l'argent des caisses des syndicats. Le pays compte 2 à 3 millions de syndiqués, la COSATU en revendiquant 1,5 million. En l'absence de système étatique de protection sociale, les travailleurs cotisent aux caisses de retraites et de prévoyance des syndicats. Les fonds que détiennent les syndicats sont estimés entre 50 et 80 milliards de rands.

Cyril Ramaphosa, fondateur et administrateur du NUM (300 000 adhérents) crée des fonds d'investissements qui lui permette d'acheter, entre autres, 1,5 milliards de francs Johnnic, une filiale du trust minier Anglo-American, qui possède des brasseries, des hôtels, des journaux, et 26% de Toyota-Afrique du Sud. Il déclare : « *C'est le début d'une nouvelle ère pour nous tous. Voilà les syndicats qui se mettent aux affaires pour leur propre compte. (...) Mon syndicat, le NUM, investit et joue un rôle dirigeant dans Johnnic. (...) Je n'ai donc aucun scrupule moral à m'engager sur cette voie nouvelle, parce que j'y travaillerai avec des camarades et que nous nous conformerons à certains principes. Inutile de nous voiler la face : ce faisant, nous allons bien sûr nous enrichir. Mais en même temps, nous dirons que*

nos syndicats aussi doivent pouvoir s'enrichir. Bientôt, le NUM nagera dans les millions. ». En attendant que le NUM nage dans les millions, c'est Cyril Ramaphosa qui devient milliardaire et l'homme le plus riche du pays.

La COSATU, de son côté, crée la société « *Kopano ke Matla* », (ce qui signifie « *L'union fait la force* » en sotho), et investit dans les assurances, la banque et le tourisme. Le gouvernement met en place une batterie de mesures destinées à faciliter l'émergence d'une petite bourgeoisie noire. Les entreprises, sud-africaines comme étrangères, doivent appliquer « *l'affirmative action* », discrimination positive à l'égard des « *personnes désavantagées dans le passé* », qui privilégie l'embauche et la promotion des Noirs, Indiens, Coloured. Les grands groupes capitalistes sud-africains ne sont pas en reste : ils cèdent des filiales et acceptent la prise de participation de leur capital à de nouvelles sociétés dirigées par des Noirs. Ainsi l'Anglo-American qui a vendu sa filiale Johnnic à la société dirigée par Cyril Ramaphosa. Ou encore la cession de 35% des parts du groupe minier JCI (Johannesburg Consolidated Investments) du même groupe Anglo-American (6^e producteur mondial d'or) à la compagnie AMG (African Mining Group) dirigée par Mzi Khumalo, un ancien compagnon de prison de Mandela.

Ce transfert de richesses est appelé la BEE, « *la Black Economic Empowerment* », ou plus simplement « *black business* ». Des Noirs profitent aussi de la privatisation de pans entiers de services publics auparavant gérés par l'Etat, services qu'il s'agit dorénavant de rentabiliser et de faire payer à la population. Aujourd'hui, cette petite bourgeoisie noire compte 3 millions de membres. Elle a déserté les townships pour s'installer dans des quartiers résidentiels à elle, où elle vit dans le luxe et étale sa réussite. La population les surnomme les « *diamants noirs* ».

Pour autant, l'essentiel du capital des grandes sociétés sud-africaines, les moyens de production, le pouvoir économique et social qui en découle, restent pour l'essentiel aux mains des Blancs sud-africains ou étrangers. Tiny Rowland, fondateur de la Lonhro (London and Rhodesian Mining), âgé de 81 ans en 1997, au moment de l'émergence de ces nouveaux capitalistes noirs, et qui voyait tout cela d'un très mauvais œil, considérait que Ramaphosa et Khumalo n'étaient rien d'autres que des « *pions* » aux mains des grands groupes.

La fin de l'apartheid, de l'oppression politique des Noirs, n'a donc en rien signifié la fin de l'exploitation capitaliste. Non seulement le régime multiracial continue à remplir les poches des mêmes capitalistes afrikaners, anglais et américains que du temps de l'apartheid, mais il contribue dorénavant à remplir celles d'une bourgeoisie noire... en toute démocratie !

BILAN SOCIAL DE L'ANC

Depuis cette année 1994, la population n'a pas vu ses conditions de vie s'améliorer. Bien au contraire. Les inégalités se sont même aggravées en Afrique du Sud. Les gouvernements successifs ANC ont fait beaucoup de promesses en la matière, mais leur priorité, c'est avant tout que les entreprises sud-africaines et étrangères puissent continuer à faire leur business, que l'État soit en mesure de rembourser la dette auprès des investisseurs étrangers, tout en se servant au passage. Les affaires de corruption, les scandales financiers impliquent tous les dirigeants politiques jusqu'au sommet de l'État avec Mbeki et Zuma. Rappelons que le programme politique de l'ANC du temps de l'apartheid était la Charte de la

Liberté, un programme démocratique bourgeois : le droit de vote, la démocratie, le droit au travail, au logement, à l'éducation, à la santé.

Avec un taux de chômage officiel à 30%, c'est 50% de la population sud-africaine qui vit sous le seuil de pauvreté, ce qui correspond dans ce pays à 38 € par mois. Avec de grandes disparités suivant les régions : les Noirs des anciens bantoustans comptent pour 60% des ménages les plus pauvres du pays, contre 20% dans les townships.

Si 3 millions de logements ont été construits, plus de 2 millions de foyers (10 millions de personnes, peut-être) vivent de façon précaire : 1 million dans les bidonvilles, 500 000 dans les arrière-cours des maisons des townships, 300 000 dans les hostels. Les bidonvilles ne cessent de s'étendre. 35% des foyers n'ont pas accès à l'eau potable, 80% n'ont pas de sanitaires, 35% de sont pas desservis par la collecte des ordures. Tout est devenu payant. Ce qu'il y avait de système éducatif et de système de santé se sont effondrés. Concernant la politique sanitaire, le pouvoir a fait preuve d'une irresponsabilité criminelle à l'égard de la population en proie à l'épidémie du sida. Il a fallu attendre 2008 et la démission de Thabo Mbeki qui a nié la situation jusqu'au bout, pour mettre en place un plan de lutte contre l'épidémie et des traitements pour les personnes infectées et malades. Le nombre d'individus vivant avec le VIH s'élève à 6,3 millions de personnes, le nombre de malades traités 2 millions, sur une population de 53 millions d'habitants.

La question de la terre était le principal engagement de l'ANC en 1996. Rappelons que le Land Act de 1913 avait dépossédé les Noirs de 90% des terres. Entre 1994 et 2014, moins de 10% des terres qui auraient dû l'être ont été redistribuées. 17 millions de Noirs vivant dans les anciens bantoustans n'ont toujours pas accès à la terre cultivable. Ces terres restent sous le contrôle des chefferies traditionnelles, dont l'ANC a renforcé le statut pour s'en faire des alliés. Quant à l'agriculture moderne et exportatrice, elle reste aux mains des 60 000 fermiers blancs qui exploitent 75% des terres cultivables.

EXPLOSIONS DE VIOLENCES XÉNOPHOBES

Cette situation provoque beaucoup d'amertume dans la population. Elle a donné lieu à des violences xénophobes qui ont culminé en mai 2008. Elles ont commencé à Alexandra, township de Johannesburg, capitale économique du pays et de ses mines d'or, et qui fut un des foyers de résistance contre l'apartheid. Une semaine plus tard, elles se sont propagées aux bidonvilles de la région, puis ont gagné Pretoria, Durban, le Cap. La population s'en est prise aux immigrés zimbabwéens, somaliens, mozambicains, nigériens qu'elles accusent de voler le travail, les maisons, et d'être plus riches qu'elle, d'être aussi responsable de la criminalité. Dix jours de chasse à l'homme, de passage à tabac, de pillage et d'incendies, ont fait plus de 60 morts, lynchés par la foule, tués par balle, à coups de machette ou brûlés vif, ainsi que 80 000 sans-abris et réfugiés. Le tout sur fond de danse du « *toy-toy* », danse qui symbolisait la victoire des pauvres contre l'apartheid.

5 millions d'étrangers fuyant la misère et les violences politiques des pays voisins cristallisent ainsi les rancœurs d'une population sud-africaine qui n'en peut plus d'attendre une quelconque amélioration de leurs conditions de vie. Le nouveau régime a utilisé cette xénophobie pour détourner la colère de la population. Il en est ainsi de Buthelezi, à l'époque où il était ministre de l'Intérieur du gouvernement Mandela, et de l'IFP qui a mené toute une

campagne contre les immigrés illégaux en organisant des manifestations contre les immigrés avec pour mot d'ordre « *retournez chez vous* ». Ou encore de Ronnie Kasril (ANC-SACP) qui, ministre du gouvernement Mandela, met en place une barrière contre les immigrés tout le long de la frontière avec le Botswana et le Mozambique, ainsi que des centres pour organiser le retour des immigrés clandestins dans leur pays. Une manifestation de solidarité à Johannesburg a réuni 3 à 5000 participants. « *Mbeki, leur sang est sur tes mains* ».

LA LUTTE DES CLASSES

Les années 2010-2013 ont été marquées par des mouvements de grèves, les plus nombreuses depuis la fin de l'apartheid. Dans les townships, les camps de squatters, les émeutes et les manifestations se sont multipliées. La population s'est organisée dans des « *service delivery protests* », des associations dont les objectifs sont d'obtenir concrètement l'eau, l'électricité, le ramassage des ordures, des égouts. Ces associations reprochent l'inaction et la corruption des élus locaux. Elles contestent le pouvoir local de l'ANC. Elles revendiquent le contrôle des moyens financiers, la démocratie locale. Elles mènent des actions, des manifestations qui sont vilipendées par le régime et réprimées. Elles gagnent aussi parfois, et font plier les bureaucrates de l'ANC.

Les travailleurs luttent eux aussi. En avril 2009, une vague de grèves a touché les transports routiers, les ports, les réseaux ferrés, le bâtiment, la métallurgie, les mines, l'automobile, les supermarchés. La grève de 1,3 millions de travailleurs dans le secteur public a constitué un acte de défiance à l'égard de la politique de l'ANC.

L'année 2012 a été marquée par la grève des mineurs de la mine de platine de Marikana, propriété de Lonmin. Le platine a en effet détrôné l'or. L'Afrique du Sud recèle plus de 80% des réserves mondiales de platine et en assure 78% de la production. La « *ceinture de platine* » est formée de deux régions situées dans la province du Nord-Ouest, le bassin de Rustenberg, où se trouve Marikana, et celui du Brits. Trois groupes dominent la production : Anglo Platinum, Impala Platinum et Lonmin.

Les mineurs de la région travaillent dans le cadre d'un système hérité de la période coloniale puis de l'apartheid : le travail migrant. Sous contrat, ils viennent de régions très pauvres, en majorité de l'ancien bantoustan du Transkeï, mais aussi du Lesotho et du Swaziland. Ils habitent dans des bidonvilles proches des mines, puisque depuis la fin de l'apartheid les compagnies ne sont plus obligées de les loger dans ses baraquements. Les conditions de vie et de travail se sont dégradées, avec le recours à l'emploi précaire, à la sous-traitance, et à la sous-traitance de la sous-traitance. En 2008, un ouvrier sur trois est employé par un sous-traitant dans les mines. Des licenciements massifs ont eu lieu.

Entre 2000 et 2008, le boom des matières premières a permis aux compagnies minières de redistribuer aux actionnaires 40% des bénéfices. C'est dans ce contexte que la grève est partie des foreurs de fonds, ouvriers qualifiés qui font l'un des métiers les plus dangereux pour 370 € par mois. Ils revendiquent une augmentation de leurs salaires. La grève entraîne 28 000 mineurs. Ils rejettent le syndicat majoritaire, le NUM, auquel ils reprochent d'être lié à l'ANC et aux compagnies minières. Et ils rejoignent en masse le Syndicat de l'association des travailleurs des mines et de la construction (*Association of Mineworkers and Construction Union, AMCU*).

L'AMCU est un syndicat créé en septembre 1998, à la suite d'une grève de 3000 mineurs du charbon de la société Douglas Colliery, pour obtenir la réintégration du secrétaire de la section syndicale NUM, Joseph Mathunjwa, chrétien fervent. La direction syndicale avait refusé de donner son aval au mouvement. Les mineurs ont fait trois semaines de grève illégale. Et ils ont gagné, puisque Joseph Mathunjwa fut réintégré. La direction du NUM entama alors une procédure disciplinaire contre lui. Exclu du syndicat, il entraîna avec lui les 3000 syndiqués de sa section et créa donc un nouveau syndicat, l'AMCU.

La grève de Marikana se produit également dans un contexte plus large de grèves dans les mines, hors du contrôle des appareils syndicaux, voire explicitement contre eux. L'affrontement des deux syndicats pour le contrôle des mines a fait plusieurs dizaines de morts. Les mineurs s'organisent, se choisissent des délégués, et prennent l'habitude de se réunir sur une colline près de la mine. Le conseil d'administration de Lonmin, auquel appartient Cyril Ramaphosa, appelle la police à prendre de strictes mesures contre les grévistes. Au cours de la première semaine de grève, 6 grévistes et 2 agents des mines sont morts, tués dans des accrochages.

Le 16 août 2012, la police sud-africaine boucle la colline avec des barbelés et des barrières, laisse un seul point de passage comme issue, et se met à tirer sur les grévistes. Elle abat 34 mineurs et en arrête 279, qui sont inculpés par la suite du meurtre de leurs camarades en vertu d'une loi tirée de l'arsenal juridique de l'apartheid. Le scandale provoqué par cette procédure est tel que le gouvernement fera machine arrière. À la place, il chargera une commission d'enquête de faire la lumière sur le massacre de Marikana. 7 témoins cités à comparaître devant la commission seront assassinés. Le 7^{ème} témoin assassiné est Mawethu Steven, surnommé Steve Khululekile. Militant du NUM, exclu, licencié de Lonmin, dirigeant d'une grève à Karee (près de Marikana) en 2011, il est un des initiateurs du comité qui coordonna la grève quasi générale qui toucha l'ensemble du secteur minier après le massacre de Marikana.

L'AMCU dirigera un mouvement encore plus important en 2014 dans les mines. Les grèves seront victorieuses sur les salaires, après 5 mois de luttes.

APRÈS L'APARTHEID

La fin de l'apartheid rend les choses plus claires, objectivement, pour ce qui est des intérêts et des moyens de lutte des opprimés en Afrique du Sud. Le masque du racisme qui identifiait le Blanc à l'exploiteur et le Noir à l'opprimé est tombé. Une nouvelle couche de pauvres s'est développée en Afrique du Sud : les Blancs pauvres. Il devient plus aisé de comprendre que l'exploitation n'est fondamentalement pas un problème de race.

Le combat pour en finir avec ce régime était donc un combat progressiste, même si les méthodes employées par les acteurs étaient, nous l'avons vu, contestables. Mais l'on ne pouvait pas non plus compter sur des nationalistes, comme l'ANC notamment, pour apporter une pleine conscience aux yeux de tous ceux qui sont dominés. Au moment crucial où, en 1994, il s'agissait de préparer le tournant et l'abandon de l'apartheid, ces organisations leur ont envoyé de la poudre aux yeux, déblatérant un discours infantilisant et mensonger : nous pouvons tous être égaux, blancs et noirs et colored. C'était un autre masque, un masque cachant la réalité crue de l'injustice sociale fondamentale qui caractérise le capitalisme.

Les années qui ont suivi montrent à quel point le pays a hérité de nombreux aspects négatifs de ses décennies d'apartheid sauvage : une violence endémique, réflexe, que partage la population ; et aussi une vision en termes de races qui persiste et dure, et qui est évidemment entretenue par la réalité économique, autant qu'elle est distillée par les discours des nouveaux dirigeants ; les discours anti immigrés étant un moyen de maintenir dans les cerveaux une vision raciale des problèmes.

Mais des aspects positifs sont également hérités de ces longues années de lutte : une tradition opiniâtre à s'organiser, à bâtir et rebâtir autant de fois que nécessaire des organisations, notamment syndicales, dès lors que l'on estime qu'une ancienne est usée. Une capacité à s'organiser à la base dans la population semble aussi encore bien présente, héritée de l'abandon même de ces populations par les autorités blanches sous l'apartheid.

Il n'en reste pas moins que là, en Afrique du Sud comme partout ailleurs dans le monde, aucune conscience sincèrement socialiste, profondément communiste, ne pourra se développer sans un travail de propagande mené avec un bâton de pèlerin. Rien ne remplacera le nécessaire travail pour expliquer en quoi le capitalisme se nourrit de l'inégalité en même temps qu'il l'entretient et la reproduit.

BIBLIOGRAPHIE

- François Xavier Fauvelle Aymar, Histoire de l'Afrique du Sud ; Seuil 2006
Francis Meli, Une Histoire de l'ANC ; l'Harmattan 1991
Rian Malan, Mon Cœur de Traître ; Plon 1991
Lutte de Classe n°45, mensuel de Lutte Ouvrière, septembre-octobre 1999
Lutte de Classe n°114, mensuel de Lutte Ouvrière, été 2008
André Brink, Une Saison Blanche et Sèche ; Le Livre de Poche 1982
Zakes Mda, Le Pleureur ; Dapper 1999

mars 2015